

THÈME 2

ANALYSER LES DYNAMIQUES DES PUISSANCES INTERNATIONALES

INTRODUCTION : QU'EST-CE QU'UNE PUISSANCE INTERNATIONALE ?	2
I. ESSOR ET DÉCLIN DES PUISSANCES : UN REGARD HISTORIQUE (AXE 1)	3
A. L'EMPIRE OTTOMAN, DE L'ESSOR AU DÉCLIN (JALON 1)	3
1. <i>Un Beylicat devenu un empire à vocation universelle</i>	3
2. <i>Un Empire pluriel à la longévité exceptionnelle</i>	4
3. <i>Le déclin de l'empire ottoman</i>	5
B. UNE PUISSANCE QUI SE RECONSTRUIT APRÈS L'ÉCLATEMENT D'UN EMPIRE : LA RUSSIE DEPUIS 1991 (JALON 2)	7
1. <i>Une décennie noire : les années 1990</i>	8
2. <i>Rétablir la puissance de la Russie : l'impulsion des années 2000</i>	9
3. <i>Limites et fragilités économiques et sociales</i>	12
Conclusion	13
II. FORMES INDIRECTES DE LA PUISSANCE : UNE APPROCHE GÉOPOLITIQUE (AXE 2)	14
A. L'ENJEU DE LA LANGUE : ANGLAIS ET FRANÇAIS DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE, INSTITUTS CONFUCIUS... ..	14
1. <i>La langue comme vecteur d'influence et enjeu de puissance</i>	14
2. <i>Les facteurs et les outils de diffusion des langues</i>	15
3. <i>Tensions et concurrences : la langue dans les luttes d'influence et les rivalités</i>	16
B. LES NOUVELLES TECHNOLOGIES : PUISSANCE DES GÉANTS DU NUMÉRIQUE (GAFAM, BATX...), IMPUISSANCE DES ÉTATS ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ?	16
1. <i>La puissance des États peut être fragilisée par les nouveaux acteurs du numérique</i>	16
2. <i>Les États peuvent-ils renforcer leur puissance grâce aux technologies du numérique ?</i>	17
3. <i>La maîtrise du cyberspace, nouvel enjeu d'influence des puissances étatiques</i>	18
Conclusion	19
C. LA MAÎTRISE DES VOIES DE COMMUNICATION : LES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE »	19
1. <i>Un projet ambitieux en permanente évolution</i>	20
2. <i>Un projet qui participe de l'affirmation de la puissance chinoise</i>	21
3. <i>Un projet qui rencontre des limites et suscite des oppositions</i>	23
III. LA PUISSANCE DES ÉTATS-UNIS AUJOURD'HUI (OBJET DE TRAVAIL CONCLUSIF)	24
A. LE TERRITOIRE, BASE DE LA PUISSANCE	24
1. <i>Les lieux de la puissance</i>	24
2. <i>Un territoire immense et métropolisé</i>	25
B. LES ÉTATS-UNIS ET LE MONDE.....	26
1. <i>Une puissance qui s'est bâtie entre isolationnisme et interventionnisme (1918-1991)</i>	26
2. <i>Depuis 1991, une puissance qui oscille entre multilatéralisme et unilatéralisme</i>	27
C. POINTS D'APPUI ET ZONES D'INFLUENCE DES ÉTATS-UNIS DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE	28
1. <i>Sous la présidence Obama</i>	28
2. <i>Sous la présidence Trump</i>	28
CONCLUSION.....	29

THÈME 2

ANALYSER LES DYNAMIQUES DES PUISSANCES INTERNATIONALES

1-2. Titre + Sommaire

Manuel p.106-189

Introduction : qu'est-ce qu'une puissance internationale ?

3. Introduction

Présentation du thème p.106- Ce thème a pour objectif d'analyser les ressorts et les caractéristiques de la puissance internationale des États, aussi bien dans leur émergence (étude des fondements de la puissance) que dans leurs dynamiques (ascension/déclin).

4-5. Exercice introductif

Le terme de puissance est souvent utilisé dans le langage courant sans pour autant être précisé. La notion de puissance désigne la capacité de distinction, d'influence, de rayonnement, voire de domination d'un État sur les autres États du monde *-doc.1 p.108.*

Qu'est-ce que la puissance ?

6. Introduction (suite)

Manuel p.108-111- La puissance internationale des États dans le monde contemporain repose ainsi sur une multitude de facteurs et s'incarne dans une grande diversité de supports, dont les combinaisons et les articulations évoluent au cours du temps et selon les espaces, en fonction des politiques mises en place et des positionnements idéologiques, et en fonction du degré d'intégration dans la mondialisation. Au XXe siècle, les travaux des théoriciens des relations internationales ont précisé les critères de puissance internationale d'un État. Plusieurs modalités ont ainsi été identifiées par les chercheurs pour qualifier et mesurer la puissance d'un État :

- la « puissance dure » (*hard power*) est incarnée par la puissance territoriale (superficie, terres arables, ressources naturelles) et une population importante (puissance démographique), militaire, diplomatique, économique et technologique ;
- la « puissance douce » (*soft power*) désigne la capacité d'attraction et de séduction qu'un État exerce par le biais de son modèle culturel, de ses valeurs, de son idéologie ou d'institutions internationales. Ces supports peuvent ainsi être qualifiés de formes indirectes de puissance et permettent d'insister sur les dynamiques d'évolution et de recomposition des facteurs de puissance dans un contexte de mondialisation. C'est au politiste états-unien Joseph Nye que l'on doit la popularisation du soft power dans les années 1990, témoignant au passage de l'importance grandissante de la domination scientifique des États-Unis sur le reste du monde ;
- une troisième expression vient compléter et préciser les modalités d'exercice de la puissance au début du XXIe siècle, toujours sous l'impulsion de Joseph Nye : la « puissance intelligente » (*smart power*) qui consiste en l'articulation de stratégies de puissance dure et douce de la part d'un État.

7. Problématique

Le thème invite alors à questionner la valorisation sélective de certains États à l'échelle mondiale qui parviennent à dominer l'ordre international, aux dépens d'autres qui restent soumis ou en marge de ces rapports de force. Ces déséquilibres reposent non seulement sur une distribution inégale des facteurs de la puissance, mais aussi sur des politiques et des stratégies plus ou moins efficaces de consolidation et d'affirmation sur le long terme de la puissance d'un État sur les autres États¹.

Quels sont les fondements et les marques d'un État capable de rayonner, d'influencer l'ordre international et de dominer les autres États ?

¹ Les deux axes visent à : 1/ étudier la dynamique des puissances internationales, entre affirmation, domination et déclin ; 2/ analyser les formes indirectes de la puissance (langue, nouvelles technologies, voies de communication, etc.).

I. Essor et déclin des puissances : un regard historique (Axe 1)

8-9. Titre +
Sommaire I

A. L'empire ottoman, de l'essor au déclin (jalón 1)

Comment l'Empire ottoman, fondé en 1299, est-il devenu l'une des plus grandes puissances de l'histoire moderne, avant de chuter et de donner naissance à la Turquie contemporaine ?

1. Un Beylicat² devenu un empire à vocation universelle

a. Un clan pastoral qui devient une dynastie

1299 : l'État ottoman est un clan pastoral oghouz transhumant installé en Anatolie (alors fragmentée politiquement entre Byzantins chrétiens et Turcs musulmans)³. Il se situe à la frontière de l'empire byzantin, un lieu d'échange commercial⁴.

Le Beylicat ottoman est un micro-État parmi d'autres. Osman est le premier souverain de la dynastie⁵, à laquelle il donne son nom (*osmanli* = ottoman).

b. Une expansion rapide

10. Akché
d'Orhan + carte

Vers 1317, Orhan (le fils d'Osman) prend le commandement de l'armée et conquiert plusieurs places fortes. À la mort de son père, il crée une monnaie et épouse Théodora, la fille de l'empereur byzantin. La création d'un corps de janissaires⁶ -*Vocabulaire p.116 : janissaires + devchirmé* renforce l'organisation d'une armée efficace. Celle-ci permet :

- Une forte expansion sous Murad I^{er} (1362-1389), puis Bayezid I^{er} (1389-1402), les successeurs d'Orhan :
 - o contre l'empire byzantin : Thrace, Macédoine, Thessalie, Bulgarie, Albanie sont sous administration directe, la Valachie et le Sud de la Serbie sous protectorat.
 - o Contre l'empire seldjoukide : en 1395, Bayezid I^{er} obtient du calife du Caire le titre de Sultan -*Vocabulaire p.116* al Rûm (des terres byzantines).
- Puis Bayezid est défait par le turco-mongol Tamerlan qui anéantit ses armées et le fait prisonnier à la bataille d'Ankara (1402). Avec ce premier recul depuis un siècle, l'expansion est stoppée et le territoire réduit. Mehmed I^{er} puis Murad II doivent reconstruire la puissance perdue. Après quoi, Mehmed II le Conquérant :
 - o détruit ce qui reste de l'Empire d'Orient en s'emparant de Constantinople (1453) après 55 jours de siège, ce qui permet de réaliser une unité territoriale entre l'Anatolie et les Balkans.
 - o établit un protectorat en Crimée (contrôle des routes de la soie),
 - o puis étend ses possessions à l'Ouest (Serbie, Morée, Bosnie, Eubée, Albanie septentrionale).
- L'Empire domine alors un territoire élargi et compact, du Danube à l'Euphrate. Il devient un voisin des États européens, qu'il combat : Cf. guerre contre l'Autriche des Habsbourg et Venise. Selim I^{er} (1512-1520) s'implante :
 - o en Azerbaïdjan
 - o et au Proche-Orient, de la Syrie à l'Égypte jusqu'à la Mecque et Médine, mettant à bas l'Empire mamelouk (première implantation sur le continent africain : l'Empire est désormais à cheval sur trois continents).
- Sous le règne du fils de Sélim, Soliman le Magnifique -*Biographie p.118*, l'Empire atteint son extension maximale :
 - o Il s'implante à Alger,
 - o arrache la Tunisie aux Espagnols,
 - o puis conquiert le Yémen, le Kurdistan, l'Arménie.

² Bey : chef, seigneur, équivalent en turc de l'arabe émir.

³ Ce clan fait partie des tribus turkmènes déplacées par l'avancée des Mongols

⁴ Les centres urbains chrétiens situés à proximité accueillent la production pastorale et artisanale des émirats et leur servent de foyers d'approvisionnement. Des deux côtés de la frontière, des Turcs christianisés assurent le développement des échanges commerciaux.

⁵ Il y en aura 36 en tout. La succession se fait en ligne patrilinéaire directe.

⁶ Du turc *Yeni Çeri* ; la « nouvelle troupe »

- Il échoue devant Vienne en 1529 mais occupe une partie de la Hongrie.

2. Un Empire pluriel à la longévité exceptionnelle

12. Arbre généalogique

On s'interroge sur la nature de l'empire et sur sa longévité. Fondé en 1299 et dissout en 1922, l'Empire ottoman est l'une des plus vastes constructions politiques de l'époque moderne et contemporaine. 36 monarques se succèdent en ligne patrilinéaire directe, fait remarquable dans l'histoire moderne et contemporaine. Si le nom d'Empire ottoman (*Osmanlı İmparatorluğu*) ne s'impose en turc ottoman qu'au début du XXe siècle, c'est que le gouvernement se pense avant tout comme un État qui est et demeure la « Prospérité sublime » (« Devlet-i aliye ») du souverain.

a. Le sultan est la clé de voûte des institutions impériales

13. Soliman le Magnifique

Le sultan réside à Constantinople (Istanbul) et concentre entre ses mains l'autorité politique et religieuse⁷. Il est le garant du bon ordre du monde et incarne le principe de toute justice. Soliman le Magnifique est dit « sultan des sultans du monde », il est « l'ombre de Dieu sur les terres » et « le dispensateur de couronnes aux monarques de la Terre et de l'époque ».

Le sultan est un législateur (*kâ nuni*). Il dispose d'un droit d'initiative qui lui permet de promulguer une législation fondée sur la nécessité et la raison. Celle-ci doit se conformer à la *Charia*, dont le sultan doit assurer le respect -sans avoir le pouvoir de la modifier ou l'interpréter (privilège des muftis).

Le sultan est sacré : Cf. loi dite du fratricide (nul ne peut tuer un membre de la dynastie Osman dont le sang est sacré... sauf le sultan lui-même, qui peut tuer ses frères. Ce principe n'est pas islamique, il est légitimé par une conception céleste du sultanat : même si le frère est innocent, la mise à mort politique est aussi un principe de gouvernement. Le sultan exprime son pouvoir, arbitraire, tout comme son droit d'octroyer des grâces et distinctions.

Dans ces conditions, tout grand commis de l'État considère la peine capitale comme la fin plausible de sa carrière. À commencer par le grand vizir -*Vizir : vocabulaire p.116 + Sublime Porte : vocabulaire p.120*, premier des dignitaires, élément central de l'État... et extrêmement fragile vis-à-vis du sultan. Cf Ibrahim Pacha grand vizir de Suleyman qui devient son gendre avant d'être exécuté en 1536.

b. Des influences multiples pour un Empire multinational et multiconfessionnel

▪ Un empire musulman aux héritages romains et turcs

14. Trois traditions Le pouvoir du sultan puise simultanément dans trois traditions :

- La tradition turcique, qui codifie depuis le XIe siècle le droit et fixe les règles du pouvoir politique.
 - La tradition impériale romaine et byzantine. La conquête de Constantinople que Mehmed II choisit pour capitale joue un rôle décisif dans la réappropriation de l'imaginaire impérial. Mehmed II se présente comme le *kayzer-i iklim-i Rum*, « César du pays rom ».
 - L'Islam. Les Ottomans se revendiquent d'un islam de conquête étendant le domaine de la *dar al-islam* (la maison de l'islam) au-delà de ses frontières traditionnelles. Le titre de calife⁸ n'est mis en avant qu'à la fin du XVIIe s. pour contrer l'expansion russe. Le sultan a la charge de la protection des lieux saints sanctuaires (La Mecque et Médine) et le contrôle des villes saintes (Jérusalem).
- Un Empire pluriel, inégalitaire et polyglotte

15. Un Empire multinational et multiconfessionnel

En moins de deux siècles, les Ottomans ont détruit ou dominé la quasi-totalité des États qui les entouraient. Ils ont asservi et massacré des populations de trois continents, ont intégré juifs et chrétiens sous le statut de *zimmi*⁹ -*Vocabulaire p.116*. Ils ont couvert les espaces conquis de mosquées -*doc.5 p.119. L'art des mosquées...* et y ont diffusé la mystique des derviches. Mais ils ont conservé la plupart des usages et des traditions des pays dominés et s'accommodent des pouvoirs locaux placés sous leur tutelle.

- Un empire pluriel et inégalitaire : en tant que construction politique, il est situé aux antipodes de l'État-nation. La population est très hétérogène, composée d'une multiplicité d'ethnies dont les subdivisions varient au cours des siècles : Turcs, mais aussi Albanais, Arabes, Arméniens, Berbères,

⁷ Aux yeux des musulmans sunnites, il est le *padishah* (empereur) de l'Islam.

⁸ Le calife est le successeur du prophète (littéralement, le « remplaçant »).

⁹ Paiement d'une taxe spécifique de capitation (*cizye*) à partir de 14 ans pour tous les hommes.

Coptes, Hongrois, Kurdes, Persans, Roumains, Slaves, Tatars ou Tziganes, notamment. L'Empire est largement multiconfessionnel –*Chiffres p.117. Les communautés de l'Empire ottoman vers 1520 + doc.4 p.119. Istanbul, cité cosmopolite*. Des phases de grande tolérance et d'intolérance alternent (Cf. interdiction de porter les armes, de monter à cheval, de construire des lieux de culte). La conquête se traduit aussi par la transformation d'églises en mosquées (Sainte Sophie à Constantinople). La répression peut aussi s'abattre sur les chiites, les druzes ou les Yezidis.

- Un empire polyglotte : en plus des trois langues administratives, le turc (les caractères sont arabes), l'arabe, le persan (poésie, soufisme), on parle des centaines de langues, du grec, de l'arménien, du judéo-espagnol, des langues slaves¹⁰.

c. Longévité

16. Pourquoi une telle longévité ?

Six siècles d'existence pour un Empire, c'est une exception dans le monde musulman. Comment cela a-t-il été possible ?

- Présence d'une administration, de gouverneurs qui collectent l'impôt et constituent la force militaire locale. Les *oulemas*, savants dans le domaine des sciences religieuses, sont fonctionnaires, contrairement à l'usage musulman. Ils constituent un corps de lettrés formés aux sciences islamiques et rétribués par le pouvoir central en tant que professeurs (*müderris*), juges (*cadis*) ou jurisconsultes (*muftis*). L'Empire ottoman peut être considéré comme centralisé si l'on regarde la diffusion du modèle administratif et juridique, la diffusion de la culture des élites. Toutefois, si l'on regarde les pouvoirs locaux, cette affirmation doit être nuancée. La paysannerie hongroise par exemple jouit d'une large autonomie fiscale -*doc.2 p.118. Une gestion pragmatique des territoires conquis*, ainsi que la population musulmane de Crimée.

17. Une ville ottomane (1537)

- Uniformisation de l'espace urbain par l'architecture : *medrese* (*madrasa* : lieu de formation des oulémas), minarets, coupes, places, fontaines, bâtiment officiel public, mosquée, église, synagogue, marché, caserne des janissaires, bain, idem pour les villages (sédentarisation des groupes nomades).

18. Les janissaires

- Une armée redoutable, avec des *sipahis*, soldats-cavaliers titulaires d'un petit ou grand fief militaire et des janissaires qui forment le noyau de l'infanterie, solidement structuré en compagnies.

19. Lettre à François I^{er}

- Une diplomatie pragmatique, qui permet l'alliance franco-ottomane contre l'Autriche -*doc 3 p 119. Une alliance stratégique contre les Habsbourg*, ou la coopération commerciale avec l'Angleterre et la Hollande. Elle conclut des trêves (Autriche en 1547, Espagne en 1578), les rompt quand cela semble opportun. Au XVII^e siècle, des ambassades sont régulièrement dépêchées dans les capitales européennes (permanentes dans les grandes capitales européennes à partir du XIX^e siècle... ainsi que des espions.

3. Le déclin de l'empire ottoman

Chronologie p.122- L'Empire ottoman, est perçu à la fois comme une menace pour la chrétienté et un concurrent sérieux pour les commerçants occidentaux. Les puissances européennes, inquiètes de dépendre des intermédiaires turcs, tentent d'ouvrir de nouvelles routes commerciales et se tournent vers l'Atlantique. En 1571, le pape appelle à la croisade contre les Turcs : lors de la bataille de Lépante, Espagnols et Vénitiens détruisent la flotte ottomane. Si la défaite reste un événement mineur pour les Ottomans, elle inaugure un repli sur la Méditerranée orientale.

a. La peau de chagrin territoriale

20. Carte + lien

La question du déclin est ancienne et attendue par les monarchies européennes, longtemps impressionnées par la puissance et la longévité de l'Empire. Présenté comme *l'homme malade de l'Europe* -*Vocabulaire p.120* par le tsar Nicolas I^{er} avant la guerre de Crimée (1853-1856), l'Empire ottoman se trouve au centre de la question d'Orient (ensemble de conséquences diplomatiques

¹⁰ Les *drogman* sont des secrétaires traducteurs qui parlent aussi les langues européennes et sont utilisés dans les ambassades

et militaires nées du recul de l'empire ottoman en Europe entre 1774 et 1923)... et des convoitises européennes¹¹.

Les troupes impériales des Habsbourg ont acquis les moyens de lever autant de fantassins que les Ottomans. Les défaites militaires sont plus nombreuses et ont plus d'impact que les victoires. Les traités deviennent défavorables, le tracé des frontières un enjeu de négociation. Ainsi, la menace russe se fait plus forte : à l'issue du conflit de 1768-1774, la Russie impose sa protection sur la Valachie et la Moldavie et annexe la Crimée en 1783.

Pénalisé par l'absence de véritable dynamique capitaliste, éloigné du nouveau centre de gravité de l'économie mondiale centrée sur l'Atlantique, l'Empire ottoman accuse un retard croissant. À la fin du XVIIIe siècle, l'Empire reste une vaste construction territoriale d'environ 3 millions de km², contrôlant les Détroits des Dardanelles et du Bosphore, peuplé de 20 à 30 millions d'habitants selon les estimations. Mais au siècle suivant, il ne connaît pas une décennie qui ne soit perturbée par des mouvements d'autonomie, des déclarations d'indépendance et des réductions territoriales. Ainsi :

- La Russie obtient le contrôle des protectorats géorgiens, puis annexe la Bessarabie (1812).
- Autonomie de la Serbie, de la Moldavie, de la Valachie, indépendance de la Grèce (1829)
- Le monde ottoman est colonisé : Alger 1830, Aden (1839).

Après la Conférence de Berlin (1878), L'Empire se recentre sur l'Asie, perd 201 000 km² et 5,5 millions de sujets (1/5^e) :

- indépendance de la Serbie, du Monténégro (pas de la Macédoine),
- le Royaume-Uni annexe Chypre et place sous protectorat l'Égypte (1882) et le Koweït (1900),
- la France établit un protectorat sur la Tunisie.
- 1908, la Bulgarie profite de la révolution des Jeunes-Turcs pour proclamer son indépendance, et l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine.
- En 1912-1913 l'Albanie, la Thrace orientale, la Macédoine lui échappent. L'empire perd 25% de sa population et 10% de son territoire dans les guerres balkaniques. Le préjudice économique est important : baisse d'un quart de la production agricole, de la dîme et des taxes sur le bétail.

b. Des réformes, en vain

Elles sont rendues nécessaires par les difficultés éprouvées par l'Empire au début du XIXe siècle.

▪ Les *Tanzimat* (1839)

21. Les Tanzimat (texte DP) Après la suppression des janissaires (1826), devenus inefficaces à la guerre et opposés à tout changement¹² par son père Mahmud II (1808-1839), le nouveau sultan, Abdülmecid (1839-1861) lance en 1839 les *Tanzimat*¹³ -*Vocabulaire p.120*. Littéralement « réorganisations » : il s'agit d'un mouvement réformateur lancé en 1839, qui forme une nouvelle génération d'hommes d'État sur le modèle occidental et limite le pouvoir arbitraire du souverain.

▪ Les réformes d'Abdülhamid II (1876-1909)

Abdülhamid II est considéré par les historiens comme un homme d'État responsable et réformateur. Sous son règne, les principes des *Tanzimat* sont en effet maintenus, la centralisation des ressources humaines et fiscales, et le renforcement de l'administration territoriale sont poursuivis. La scolarisation et la presse permettent l'émergence d'une opinion publique, l'essor urbain s'accompagne de la formation d'une classe moyenne et d'une élite progressiste. La fin du XIXe siècle voit se développer le télégraphe, les liaisons maritimes et, grâce aux capitaux étrangers, le chemin de fer¹⁴. En 1897, le premier recensement socio-économique du pays est mis en œuvre. Mais le régime prend peu à peu une dimension autocratique (abolition en 1878 de la Constitution adoptée en 1876), sans pour autant parvenir à maîtriser l'opposition,

¹¹ Lors de la guerre de Crimée (1853-1856) contre la Russie, l'Empire ne doit sa survie qu'à l'intervention britannique et française. Mais il le paie de sa souveraineté : lourdement endetté et forcé de s'ouvrir économiquement, « l'homme malade de l'Europe » voit s'aggraver l'ingérence européenne dans ses affaires.

¹² ...et même dangereux pour le pouvoir car ils peuvent mobiliser les oulémas.

¹³ Adoptés par le rescrit (ordre impérial) du Gülhane (1839).

¹⁴ La première ligne, Smyrne-Aydin, est inaugurée en 1866.

ni à étouffer la montée des nationalismes des Arméniens¹⁵, des Kurdes, des Arabes *-doc.2 p.122. Les revendications arméniennes et kurdes.*

- La Révolution des Jeunes-Turcs

22. Les Jeunes-Turcs

En 1908, une insurrection militaire, le mouvement jeunes-Turcs *-Repères p.121* éclate en Macédoine, pour enrayer le déclin de l'Empire. Face à l'ampleur prise par le soulèvement, le sultan réunit le Parlement le 23 et 24 juin. Ce mouvement ne conduit pas à une monarchie libérale, mais place au contraire le pouvoir législatif sous contrôle d'un exécutif aux mains du comité Union et Progrès (CUP). Les élections de novembre-décembre 1908 ouvrent une période trouble, pendant laquelle le sultan est destitué (1909)¹⁶. Un nouveau coup d'État conduit par le CUP en 1913 s'accompagne d'une purge sanglante (assassinat du grand vizir) et entraîne l'instauration d'une dictature à parti unique au Parlement contrôlant la bureaucratie.

- c. La Guerre mondiale et la disparition de l'Empire

- L'empire dans la Guerre mondiale

L'entrée des Ottomans dans la Grande Guerre en novembre 1914 est la continuation des désastreuses guerres balkaniques (1912-1913) à l'issue desquelles l'Empire avait perdu les Balkans. Après l'échec des négociations pour se rapprocher de l'Autriche, puis de la Russie, de la France et du Royaume-Uni, un rapprochement s'était accompli avec l'Allemagne. Le soutien allemand contre la Russie en septembre 1914 aboutit à son intégration à la Triplice.

L'effort de guerre Ottoman est considérable¹⁷. La Turquie subit ses premiers revers cuisants en décembre 1914 et janvier 1915¹⁸, avant de remporter la victoire de Gallipoli en janvier 1916 (120 000 morts, 200 000 pour la Triple Entente) qui interdit aux alliés la maîtrise des Détroits et réduit l'appui matériel dont la Russie a besoin. Au Moyen-Orient, Britanniques et Français se donnent les moyens de réaliser leur plan des accords Sykes-Picot (1916) à un prix élevé en hommes (650 000 morts).

En 1916, la rébellion arabe, attisée par les Anglais, contraint les Ottomans au repli. L'armistice de Moudros du 30 octobre 1918 implique l'occupation des points stratégiques par les Français, les Britanniques et les Italiens *-doc.1 p.122. La défaite de l'Empire ottoman + doc.5 p.123. La guerre et la fragilisation de l'Empire ottoman.*

- 1920 : le traité de Sèvres

23. Mustapha Kemal

19 mai 1919, Mustafa Kemal *-Biographie p.122*, un officier nationaliste, initie un mouvement de résistance aux Alliés. Le 10 août 1920, le traité de Sèvres démembré l'empire : perte du Kurdistan, des provinces arméniennes, de la Thrace, de Smyrne, de la Syrie, de l'Arabie, de la Mésopotamie, de la Palestine : de l'Empire ottoman, il ne reste qu'un petit État turc en Anatolie.

- 29 octobre 1923 : La République

Les succès militaires des kémalistes *-doc.3 p.123. L'exode des Grecs de Smyrne* aboutissent à la signature d'un nouvel armistice à Mudanya le 11 octobre 1922. Le 1^{er} novembre 1922, la Grande assemblée abolit le sultanat (et en 1924 le califat). Le traité de Lausanne (1923) annule l'essentiel des clauses du traité de Sèvres. Le 29 octobre 1923 la République turque est proclamée, et le pouvoir solidement tenu par Mustapha Kemal *-doc.4 p.123. Forger une nation turque.*

B. Une puissance qui se reconstruit après l'éclatement d'un empire : la Russie depuis 1991 (Jalon 2)

Depuis l'effondrement de l'URSS en 1991, quels ont été les modalités et les résultats de la stratégie de puissance mise en œuvre par la Russie afin de rétablir son influence sur l'échiquier géopolitique mondial ?

¹⁵ Premier massacre d'Arméniens entre 1894 et 1896 : 100 000 victimes.

¹⁶ Ses derniers successeurs, Mehmed V (1809-1918) puis Mehmed VI (1918-1922) sont cantonnés à un rôle de représentation.

¹⁷ 2,6 millions d'hommes en uniforme (15% de la population), 800 000 morts. Coût de la guerre : 10 fois le budget annuel de l'État.

¹⁸ En janvier 1915, la défaite de Sarikamış contre les Russes sert de prétexte au déclenchement du génocide *-Vocabulaire p.120* des Arméniens accusés de les soutenir : entre 1,2 et 1,5 millions d'entre eux sont assassinés.

L'étude de la reconstruction d'une puissance implique d'observer le contexte initial. Dans cette perspective, il est utile de rappeler que la Russie s'inscrit dans un héritage historique de pouvoir et d'influence géopolitiques : à la suite de l'Empire russe, l'URSS fut une des grandes puissances du XXe siècle. Mais le 25 décembre 1991, après plus de 40 ans de guerre froide, l'effondrement du système soviétique consécutif à l'échec de la politique de *perestroïka* et de la *glasnost* -*Vocabulaire p.126 + paragraphes I et II p.126-127* voulue par M. Gorbatchev -*Biographie p.127* a précipité sa disparition au profit de la Fédération de Russie et de 14 autres États regroupés dans la Communauté des États indépendants (CEI) -*Vocabulaire p.125*. Avec l'Union soviétique, c'est le monde bipolaire de la guerre froide qui disparaît. La Russie doit désormais repenser sa place dans le monde -*Paragraphe III p.127*.

1. Une décennie noire : les années 1990

24. Une double transition difficile

Pendant cette décennie, sous la présidence de Boris Eltsine -*Biographie p.129* l'objectif principal était de réaliser une transition économique et politique vers la démocratie libérale à économie de marché -*Vocabulaire p.128*. Mais la récession durable qui a marqué les années 1990 a eu des conséquences dramatiques sur la société et la vie politique. Elle a remis en question la capacité de la Russie à retrouver sa puissance.

a. La conversion au capitalisme libéral

À la chute de l'URSS qui conduit à son éclatement en 15 États indépendants, la transition vers le capitalisme est menée par Boris Eltsine avec brutalité. Sous l'impulsion du Fonds monétaire international (FMI), qui intervient dès 1992 et diffuse les principes du « consensus de Washington », le président russe initie une politique de libéralisation et d'entrée dans l'économie de marché : les prix sont libéralisés, le libre-échange est instauré, la privatisation accélérée des grandes entreprises publiques est engagée, et une politique de rigueur (réduction du déficit budgétaire par la baisse des dépenses d'États) est lancée. Face aux résistances que suscite sa politique, en conflit avec le Parlement, contre lequel il lance l'armée, Eltsine fait adopter par référendum une constitution qui dote la Russie d'un régime présidentiel (1993). La démocratisation reste fragile et la réélection d'Eltsine en 1996 est entachée d'irrégularités.

Or, cette politique ne relance pas l'économie ; au contraire, la Russie s'enfonce dans une décennie noire, car l'inflation¹⁹ et la dette explosent et l'économie s'effondre brutalement : entre 1992 et 2000, le PIB russe chute de 50%.

b. Une société en souffrance : appauvrissement de la société, enrichissement des oligarques

▪ Augmentation de la pauvreté

25. Natalité et mortalité en Russie

Pour les Russes, ces années sont terribles. La brutalité de la transition économique provoque une chute des revenus réels²⁰, une brutale récession et la disparition des protections sociales. Dans une société minée par les pratiques mafieuses et la corruption, la misère se développe et l'espérance de vie baisse. En effet, chose inédite dans l'histoire en période de paix, l'espérance de vie baisse alors que le solde naturel devient déficitaire - *p.127. Natalité et mortalité depuis 1980*. En 2017, la Russie comptait 2,5 millions d'habitants de moins qu'en 1989 (144,5 millions contre 147).

▪ La décennie des oligarques

Pour autant, la décennie voit aussi (et surtout) de grandes fortunes se construire dans le premier cercle du président B. Eltsine. La corruption et le népotisme sont monnaie courante.

26. Khodorkovski 1

On peut ici prendre le cas de Mikhaïl Khodorkovski. Dans les dernières années de l'URSS, ce membre du PCUS profite de la pérestroïka lancée par M. Gorbatchev pour créer un centre de créativité technique de la jeunesse et importer divers produits occidentaux (jeans, ordinateurs, spiritueux). L'argent récolté lui permet de fonder la banque Menatep. Devenu vice-ministre du pétrole et de l'énergie, Khodorkovski, proche d'Eltsine, continue de s'enrichir par l'import/export. Et c'est sa banque, Menatep, qui est chargée de la vente du géant pétrolier loukos ; et celle-ci d'accorder la

¹⁹ On parle « d'hyperinflation » (2500% en 1992, 840% en 1993, 215% en 1994).

²⁰ Le revenu moyen est divisé par plus de 2 entre 1992 et 1995.

préférence à un autre groupe dirigé par Khodorkovski, la société « Montblanc » qui prend donc la main sur le géant russe du pétrole²¹.

c. Un nain géopolitique confronté aux sécessions et à l'expansion de l'OTAN

Malgré l'accès au G8 en 1998, diplomatiquement, la Russie est incapable d'imposer une quelconque volonté de puissance : la CEI, créée en décembre 1991, se transforme rapidement en une coquille vide. Surtout, elle fait face rapidement aux tentations autonomistes des populations non russes (20%) -

27. Carte Nord-Caucase

Minorités : vocabulaire p.126. Quand la Tchétchénie proclame son indépendance en novembre 1991, ses velléités sont anéanties par la guerre (1994-1996).

28. Face à l'expansion de l'OTAN

La Russie, en position de faiblesse, signe en mai 1997 l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre l'OTAN et la Fédération de Russie, ce qui ne lui permet plus de s'opposer à l'expansion de l'OTAN dans son « étranger proche » - *Vocabulaire p.126* qui commence dès 1999²². L'entrée des anciens satellites soviétiques dans l'OTAN puis l'installation de bases américaines en Afghanistan ou encore l'arrivée au pouvoir en Géorgie et en Ukraine (2004) de dirigeants pro-Occidentaux (« révolutions colorées » - *Vocabulaire p.128*) alimentent peu à peu de nouvelles tensions entre les deux anciens géants de Guerre froide.

2. Rétablir la puissance de la Russie : l'impulsion des années 2000

29. Vladimir Poutine

La politique menée par Vladimir Poutine - *Biographie p.129* à partir de 2000 est marquée par une volonté de rétablir la puissance de la Russie. Il s'agit pour lui de sortir le pays du « temps de l'humiliation, de la vassalité et de l'effondrement » (discours de novembre 2007) et d'en refaire un acteur international de premier plan.

30. Ressources stratégiques et géopolitique des tubes

À cet effet, sa politique est rendue possible par l'augmentation du prix des hydrocarbures dans les années 2000 - Hydrocarbures dont la Russie est particulièrement bien pourvue : 6% des réserves mondiales de pétrole, 31% de celles de gaz, 10% de la production mondiale de pétrole et 22% de celle de gaz. La stratégie de puissance russe utilise la commercialisation des hydrocarbures par l'entreprise d'État Gazprom et la « géopolitique des tubes » comme moyens de pression sur des États en situation de dépendance énergétique - *doc.1 p.130. La Russie et l'arme du gaz.* Les liens d'interdépendance avec ses partenaires s'en trouvent renforcés, comme la puissance économique et structurelle de la Fédération de Russie. Au-delà du seul levier géoéconomique des hydrocarbures, l'ensemble des outils sont mobilisés, de l'usage renforcé de la force (*hard power*), tout en s'appuyant également sur la diplomatie de réseaux et le *soft power* - *doc.4 p.131. De l'impuissance à la puissance : les défis de la Russie.*

a. Une réorganisation de l'État et de ses politiques : reconstruire les socles de la puissance

Son action consiste d'abord en une reprise en mains politique, qui s'articule autour de deux notions, la « dictature de la loi » et la « verticale du pouvoir » :

- La recentralisation du pouvoir : dès 2000, Vladimir Poutine entame une profonde réforme des institutions qui revient sur la plupart des traités signés avec les territoires autonomes dans les années 1990, provoquant une seconde guerre en Tchétchénie (1999-2000).

31. Khodorkovski 2

- La mise au pas de certains « oligarques » : Poutine ne remet pas en cause les privatisations mais exige que les oligarques ne fassent pas de politique²³. En octobre 2003, Vladimir

²¹ Son cas n'est pas isolé. En 1989, le ministère soviétique de l'industrie gazière est transformé en Konzern d'État. En 1993, elle devient une société d'État par actions : ses principaux actionnaires, via une société productrice de canalisations, ne sont autres que la fille de Rem Viakhriev, alors à la tête de Gazprom, et les deux fils de Tchernomyrdine.

²² Premières adhésions de PECO à l'OTAN : Pologne, République tchèque, Hongrie. Humiliante, [cette expansion](#) est au cœur du discours poutinien car elle est la preuve, pour lui, que les Occidentaux n'ont pas de parole. En 1990 en effet, le président américain George H.W. Bush et le secrétaire général de l'OTAN Manfred Wörner avaient assuré au président soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'Alliance atlantique ne s'élargirait pas à l'est au-delà de l'Allemagne de l'Est après la réunification allemande.

²³ Ainsi, Gazprom est mise au pas. Rem Viakhriev est renvoyé en juin 2001 après 9 ans passés à sa tête. Il est remplacé par Alexei Miller, jusqu'alors vice-ministre de l'énergie et qui a travaillé à Saint-Petersbourg sous la direction de Vladimir Poutine

Poutine fait arrêter Mikhail Khodorkovski, qui commençait à critiquer ouvertement le pouvoir, à financer partis, médias, ONG critiques, etc. Il est condamné en 2010 à 14 années de prison²⁴.

32. évolutions économiques

Dans le domaine économique, on assiste à plusieurs évolutions significatives :

- La réduction de la dette : en 1999, elle représente 99% du PIB. En 2008, elle atteint un plancher historique avec 6,5%²⁵.
- Une politique pour attirer les IDE : la Russie mise à partir de 2005 sur l'ouverture de zones économiques spéciales sur la lancée d'initiatives lancées dans les années 1990²⁶.
- L'État se fait à nouveau de plus en plus interventionniste pour guider l'économie et faire des grandes entreprises russes spécialisées dans les domaines stratégiques, un outil de géopolitique²⁷.

b. Le redéveloppement des outils de la puissance conventionnelle

33. Un processus de remilitarisation

La Russie reconstruit son *hard power* notamment par un processus de remilitarisation. À partir de 2003, le budget de la défense commence à augmenter. En 2015, dans un contexte économique pourtant dégradé, cette part est montée à 19,7% du budget de l'État soit 4% du PIB. Cet effort s'est porté sur :

- La réorganisation de la structure. Héritée de l'URSS, elle s'est adaptée pour être plus « expéditionnaire ». Les effectifs ont été réduits²⁸ et la professionnalisation s'est accrue.
- La modernisation de l'outil avec de nouveaux équipements : avions et hélicoptères de combat, frégates, missiles de croisière *Kalibr*, système de défense anti-aérien S-400, sous-marins « silencieux » (projet *Varchavianka*), armes anti-chars *Sprout-SDM1*, systèmes de brouillage... Aujourd'hui l'armée russe travaille également sur l'IA appliquée aux robots soldats.

Par ailleurs, le pays joue de plus en plus de son statut de puissance nucléaire, son arsenal demeurant toujours le second plus important (Un accord signé en 1992 avec le Kazakhstan, l'Ukraine et la Biélorussie lui a permis de conserver l'arsenal nucléaire de l'Union soviétique). Plus largement, elle se désengage des grands traités de désarmement²⁹.

34. Revendications dans l'Arctique

Enfin, la Russie possède la plus vaste façade littorale sur l'océan Arctique, et revendique la souveraineté sur des zones stratégiques pour l'accès à des ressources pétrolières et la maîtrise de la route maritime du Nord.

c. La réaffirmation de la puissance à plusieurs échelles

Doc.1 p.132. La Russie de retour sur la scène internationale + Chronologie p.132. Interventions militaires russes depuis 1991

▪ Europe

À l'échelle européenne, la Russie est admise au Conseil de l'Europe en 1996 dans l'espoir d'encourager les progrès démocratiques engrangés par Boris Eltsine. Toutefois, les années 2000 marquent rapidement l'ouverture d'une période de tensions dans les relations entre l'Union européenne et la Russie autour de plusieurs points, comme la question de la démocratie et du

35. 2014, la crise ukrainienne

²⁴ Pour en savoir plus : « [Russie : Khodorkovski condamné à quatorze ans de prison](#) », *Libération*, 30 décembre 2010. Grâcié, en 2013, M. Khodorkovski vit à Londres depuis 2015.

²⁵ Pour ce faire, outre l'accroissement des recettes des hydrocarbures entre fin 1999 et 2007, il finit aussi de démanteler le vieux système soviétique pour faire baisser les dépenses : baisse des crédits d'éducation, casse du système de sécurité social, réduction des services publics.

²⁶ Les ZES concernent des zones industrielles situées près des sources de matières premières et présentent un accès facile aux infrastructures et aux grands axes de communication. Dans ce cadre, l'organisation de grands événements internationaux (JO de Sotchi 2014, Coupe du Monde de football 2018 -*doc.6 p.131. Le Mondial 2018, instrument du soft power russe*, GP de F1 à Sotchi depuis 2014) joue un rôle d'accélérateur des investissements étrangers en même temps qu'ils servent à repositionner la Russie parmi les « grands ». Ces événements sont aussi de formidables machines à corruption. À l'occasion des JO de Sotchi, 23 milliards de dollars auraient été détournés au profit de Vladimir Poutine et de ses proches.

²⁷ En 2005, de grandes agences fédérales guident les investissements dans les domaines stratégiques : aéronautique, électronucléaire, armement, technologies avancées. En 2007, sont créés une Banque d'investissement publique pour aider les PME à exporter ainsi qu'un Fonds de Réserve.

²⁸ Après avoir été divisés par deux entre 1992 et 1996.

²⁹ Cf. le traité de Washington signé en 1987 par Gorbatchev et Reagan ([pour en savoir plus](#)).

respect des droits de l'homme en Russie, la situation en Tchétchénie, la guerre en Géorgie en 2008, et surtout la crise ukrainienne depuis 2014. *Doc.5 p.133. La Russie en Ukraine, au mépris du droit international*- Une vraie rupture survient au début de l'année 2014, lorsque la population de Kiev renverse le président prorusse Ianoukovitch au terme d'une révolution. Déclenchées par le renoncement du chef de l'État ukrainien à un accord d'association avec l'UE, les manifestations de la place Maïdan sont le résultat spectaculaire de l'exaspération d'une population qui voyait dans l'association avec l'UE un moyen de relancer l'économie et de réduire la corruption. Or, le nouveau gouvernement porté par la révolution est hostile à Moscou, si bien que s'en est suivie une situation de guerre civile qui dure encore aujourd'hui dans le Donbass, région à majorité russophone située dans l'est de l'Ukraine.

▪ Eurasie

À l'échelle eurasiatique, la consolidation de l'influence passe par la mise en place de partenariats. Cette politique vise les pays du Caucase, d'Asie centrale et orientale. On peut citer :

- La naissance en 2002 de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) *-Vocabulaire p.125* regroupant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan.
- La fondation en 2001 de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) *-Vocabulaire p.125*, avec la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. Celle-ci débouche notamment sur un partenariat chinois³⁰.

36. Vidéo UEA (JT Euronews)

- La relance du projet d'une Union eurasiatique (UEA) *-Vocabulaire p.125* qui entre en vigueur début 2015 (sans vraiment encore fonctionner réellement), puis d'une « grande Eurasie » en lien avec les « nouvelles routes de la soie » chinoises (2016).

Ces partenariats s'inscrivent dans un contexte complexe mêlant coopérations, concurrences et tensions.

▪ Monde

À l'échelle mondiale, l'ambition de restauration de la puissance russe semble donc viser à apparaître à nouveau comme ce que le spécialiste des relations internationales Serge Sur appelle un pays « en capacité » (« capacité de faire ; capacité de faire faire ; capacité d'empêcher de faire ; capacité de refuser de faire »). La reconnaissance de cette puissance retrouvée s'observe à travers certains indicateurs comme l'accès au G8 (1998 toutefois) ou la présidence du groupe en 2006. Dans le même temps, Vladimir Poutine cherche à ancrer cette puissance dans un monde multipolaire en multipliant les partenariats.

Il s'agit pour la Russie de retrouver une place de pivot dans un ordre international désormais multipolaire. Ces objectifs peuvent être ainsi résumés :

- Multiplier les alliances et accords selon le bon vieil adage selon lequel les États n'ont ni amis, ni ennemis, mais seulement des intérêts nationaux :
 - Au Moyen-Orient, malgré le rapprochement Russie/Turquie/Iran (et Qatar) sur le conflit syrien, Vladimir Poutine poursuit le dialogue avec l'Arabie Saoudite.
 - En Asie, malgré le rapprochement avec la Chine (mais aussi l'Inde), la Russie ménage son alliance japonaise³¹.

37. 2019 : sommet Russie-Afrique

- En Afrique, des partenariats nouveaux sont recherchés pour développer les investissements russe et favoriser les exportations russes (centrales nucléaires, armes principalement)³².

- Renforcer la sécurité mondiale, éviter toute confrontation généralisée en neutralisant les conflits régionaux porteurs d'instabilité dans des zones stratégiques (Syrie), tout en neutralisant le multilatéralisme onusien par une pratique de plus en plus systématique du veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Dans ce cadre, le soutien à la Syrie de Bachar el Assad est de fait à comprendre à plusieurs niveaux. Depuis ses bases de Tartous et de Hmeimim³³, la Russie bombarde les groupes

³⁰ Le rapprochement s'est traduit par la signature de plusieurs accords en mai 2014 prévoyant : 1/ la livraison annuelle par Gazprom à la compagnie chinoise CNPC de l'équivalent de 38 milliards de mètres cubes de gaz d'ici 2019 ; 2/ des coopérations dans l'aéronautique : vente d'avions de transport (Superjet de Soukhoï), achat par la Chine de la licence de l'avion de chasse Soukhoï 27, création d'un avion civil de 300 places (MS21) par Soukhoï et des compagnies chinoises...

³¹ un projet de traité de paix est en cours de négociation pour régler la question des îles Kouriles

³² Cf. [sommet Russie Afrique](#) du 23 octobre 2019.

³³ ...accordées par Hafez el Assad dans les années 1970 à l'URSS

« terroristes » djihadistes et rebelles opposés directement au régime baasiste qu'elle soutient, mais cette intervention vise aussi à empêcher l'expansion de l'influence des « terroristes » islamistes dans le Caucase (Daghestan, Tchétchénie)³⁴, et à réimplanter la Russie au Moyen-Orient au moment où les Etats-Unis reviennent à un isolationnisme plus marqué.

38. Doc.3 p.133

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la compétition entre puissances et de la complexification des relations internationales, comme l'illustre parfaitement l'engagement en Syrie à partir de 2015 -*doc.3 p.133. Les démonstrations de force de la Russie.*

d. Développement d'un soft power

En outre, plusieurs aspects du *soft power* sont également mobilisés pour améliorer l'image de la Russie et renforcer son influence culturelle, notamment avec :

- les médias russes à l'étranger (la chaîne de télévision RT ou encore l'agence de presse Sputnik) ;
- ou le récit d'une histoire nationale glorifiée et instrumentalisée : déjà l'Union soviétique avait créé

39. Défilé 9 mai 2015

ses propres héros, tout en réutilisant les figures de l'histoire impériale pour s'inscrire dans ce long roman national de la lutte éternelle de la « Grande Russie »³⁵.

De même depuis 2000, la Russie poutinienne réinvestit symboliquement les deux régimes précédents, l'empire tsariste avec l'appui de l'Église orthodoxe et l'URSS avec l'exaltation de la victoire de la Seconde Guerre mondiale.

40. Guerre hybride

Par ailleurs, même avec des dépenses militaires qui ne cessent d'augmenter, la Russie, malgré les discours, se sait dans l'incapacité de rivaliser sur le plan militaire avec les États-Unis et même la Chine -*doc.2 p.130. Une puissance militaire ?* Ceci explique certainement pourquoi la Russie investit depuis quelques années une nouvelle forme de guerre, plus ambiguë et plus difficile à contrarier : la guerre hybride, outil coordonné depuis un échelon central, usant de façon simultanée des moyens irréguliers et criminels, des tactiques conventionnelles et asymétriques, des outils militaires et d'autres diplomatiques, économiques, politiques ou sociaux, avec un rôle essentiel des opérations d'influence allant de l'emploi des médias à la cyberpropagande³⁶ -*Vocabulaire p.128 + doc.2 p.132. La Russie et la cyberguerre.*

3. Limites et fragilités économiques et sociales

41. Une puissance fragile

Pour autant, la Russie connaît certaines faiblesses qui peuvent altérer sa capacité d'influence et son statut de puissance de rang international.

D'un point de vue économique, depuis la fin des années 2000, la croissance ralentit et les difficultés s'accumulent, mettant en valeur les handicaps structurels de l'économie russe :

- La Russie n'est qu'une puissance économique « intermédiaire », avec un PIB (1 500 milliards) occupant le 10^{ème} rang mondial, loin derrière les États-Unis (19 000 milliards), mais aussi la France (2 500 milliards)³⁷.
- Une dépendance accrue aux ressources : les exportations de combustibles fossiles représentaient 60% du total en 2017 (75% pour l'ensemble des matières premières) -*doc.3 p.130. Les exportations de la Russie en 2017.* Cette économie de rente a souffert de l'effondrement des cours du pétrole

³⁴ De nombreux Russes originaires de ces lieux avaient effectivement combattu au sein de groupes djihadistes en Syrie et en Irak depuis le début du conflit

³⁵ Les victoires contre les Suédois (1240) et les chevaliers de l'Ordre teutonique (1237) du prince Nevski sont mises en scène par Serge Eisenstein en 1938. Le même Eisenstein poursuit en 1944 avec une vie d'Ivan IV dit le Terrible (XVI^e siècle), considéré comme le fondateur de la Russie impériale, aux frontières étendues et pour partie pacifiées sous son règne. De même, Guerre et Paix de Léon Tolstoï qui retrace (notamment) l'héroïque défense russe face aux armées de Napoléon, a été distribuée à plus de 10 000 exemplaires lors du siège de Léningrad pour galvaniser civils et soldats.

³⁶ Cf. « Russie : la propagande 2.0 » : <https://www.franceculture.fr/emissions/affaires-etrangeres/affaires-etrangeres-samedi-14-octobre-2017>

³⁷ À titre de comparaison, le PIB de l'URSS en 1970 (433 milliards de dollars constants de 2010) équivalait au double de celui du Japon et se hissait au deuxième rang mondial derrière les États-Unis (1 000 milliards).

depuis 2014, et le secteur industriel demeure très faible : seule l'industrie de l'armement résiste à la concurrence internationale³⁸.

- Une agriculture en difficulté : depuis 1992, les surfaces cultivées ont été réduites de moitié et le nombre de têtes de bétail a été divisé par quatre si bien que la production agricole chute de 1,5 à 3% par an en moyenne. Dès lors les importations ne cessent d'augmenter (10 milliards de dollars en 2007).
- L'absence d'un secteur financier puissant.

À ces handicaps économiques s'ajoutent des difficultés sociales et géographiques :

- Le vieillissement de la population. Les jeunes actifs sont devenus minoritaires. Les entreprises du pays manquent de cadres et de main d'œuvre, et le vieillissement a obligé en 2018 le pouvoir à mener une réforme des retraites vivement contestée.
- Une société de plus en plus inégalitaire : si depuis la chute de l'URSS, le revenu national a finalement augmenté de 40% pour atteindre environ 24 000 euros par habitant (16 000 en 1989), les inégalités explosent à nouveau. Ainsi les 10% des ménages les plus riches concentrent désormais 45% des revenus nationaux, et les 1% les plus riches détiennent à eux seuls 20% de la richesse nationale. À l'autre bout de la chaîne, la moitié des ménages russes totalise à peine 17% des richesses nationales. Pire, en 2016, 20% des ménages russes vivent avec moins de 120 euros par mois. Pour la seule année 2016, la Russie compte 3 millions de pauvres supplémentaires et de nombreux nouveaux SDF, les « bomji ». À cette date, selon un sondage, la classe moyenne russe urbaine, éduquée mais de plus en plus surendettée a le sentiment d'appartenir à une nation plus pauvre que l'Union soviétique de 1990.
- Une maîtrise incomplète et même déclinante du vaste territoire national³⁹, qui aboutit à un espace géographique organisé en archipels productifs isolés *-doc.5 p. 131. Modernisation et inégalités.*

Conclusion

42-43. Conclusion + schéma

La décennie 1990 commence avec la chute de l'URSS et une douloureuse conversion au capitalisme qui se marque par une involution contrainte de la puissance russe qui se soumet au mieux au jeu d'un ordre mondial alors dominé par les EUA. Marqué par l'effondrement de l'URSS qu'il considère comme la « plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier »⁴⁰, Vladimir Poutine vient renouer tout en les modernisant avec les ambitions et les outils traditionnels de l'impérialisme russe *-Vocabulaire p.132.*

Riche et vaste puissance territoriale interface entre Asie/Europe/PMO, marquée par la peur de l'encerclement, la Russie maintient une lecture classique de la puissance appuyée sur la domination des espaces proches et un pouvoir fort tout en usant du levier énergétique pour tenter de reprendre sa place dans le nouvel ordre mondial multipolaire. Ce faisant, il s'agit de participer, avec d'autres États et parfois en concurrence avec eux, à la contestation de l'ordre occidental tel qu'il s'est imposé depuis 1991 *-doc.4 p.133. La nouvelle menace russe vue de l'Ouest.*

Néanmoins la Russie reste une puissance aux bases fragiles, à la fois actrice mais aussi possible victime de la reconfiguration géopolitique mondiale.

³⁸ La Russie est le deuxième plus gros exportateur d'armes au monde (23% environ), principalement à destination de la Biélorussie (client quasiment forcé), de l'Afrique (Égypte, Sierra Leone) et de l'Asie (Inde, Indonésie) et au Qatar.

³⁹ 17,1 millions de km² : le plus vaste pays du monde.

⁴⁰ Allocution au Kremlin de 2005

II. Formes indirectes de la puissance : une approche géopolitique (Axe 2)

44-45. Titre + Sommaire II

A. L'enjeu de la langue : anglais et français dans les relations internationales, francophonie, instituts Confucius...

Comment la diffusion de la langue permet-elle d'accroître l'influence et la puissance des États sur la scène internationale ?

46-48. Introduction, problématique + vidéo introductive + Question

Nous montrerons ici que la langue constitue un instrument privilégié du *soft power* -*Vocabulaire p.141* des États et que le rayonnement culturel qu'elle permet leur confère une forme indirecte de puissance. La notion d'« enjeu » nous invite à observer la place de la langue dans la stratégie de puissance et la façon dont les États cherchent à diffuser leur langue pour renforcer leur influence sur l'échiquier géopolitique mondial. Nous identifierons les caractéristiques de puissance auxquelles la langue permet d'accéder, ainsi que les coopérations, les tensions et les luttes d'influence entre les États dans le cadre de la mobilisation des langues comme vecteurs de puissance.

1. La langue comme vecteur d'influence et enjeu de puissance

49. Vidéo les langues de la diplomatie + organigramme

Pour comprendre comment la langue peut constituer un outil de *soft power*, il convient d'observer quelques avantages auxquels elle donne accès :

- La reconnaissance institutionnelle par la communauté internationale. Pour un État, la langue peut constituer un vecteur d'influence et de puissance lorsqu'elle est adoptée comme langue internationale -*Vocabulaire p.140* au sein des organisations internationales (dans les secteurs des affaires, du commerce ou encore du droit international...). À ce titre, l'anglais et le français gardent, du fait d'un héritage historique, une place de choix dans les relations internationales (langues de travail à l'ONU, à l'OMC, etc.)⁴¹ -*doc.1 p.142. La diffusion de l'anglais après la Seconde Guerre mondiale.*
- Le renforcement de la puissance économique. Le partage d'une même langue peut favoriser les échanges commerciaux et mettre en place des relations économiques préférentielles. Cf. par exemple, l'Inde vue comme « le bureau du monde », ou tout particulièrement du monde anglophone.
- L'affirmation culturelle et scientifique :
 - La langue peut constituer un vecteur d'influence efficace dans la mesure où elle véhicule la culture, le mode de vie et les valeurs notamment à travers la diffusion des productions cinématographiques (essentiellement Hollywood, mais de plus en plus Bollywood et Nollywood, ainsi que le cinéma égyptien) et télévisuelles (les *telenovelas* des pays d'Amérique latine par exemple), la littérature, la musique... La diffusion de ces productions en version originale reflète un certain pouvoir d'influence.
 - Par ailleurs, la communication scientifique est très sélective quant au choix de la langue. À ce jour, la langue la plus utilisée est l'anglais, qu'on peut considérer comme la langue de la communauté scientifique. Mais au-delà de l'influence générée par une langue comme vecteur de communication scientifique, son utilisation peut aussi structurer des concepts qui ne pourront dès lors n'être utilisés que dans la langue d'origine.
- La pratique de la langue peut aussi constituer un marqueur de l'influence des puissances étatiques dans l'espace -*Carte 4 p.143. Les pays anglophones + Carte 4 p.145. La francophonie dans le monde.* L'influence d'un État sur ses voisins peut se lire à travers la diffusion et la pratique d'une langue au-delà d'une frontière commune. Cette situation peut s'observer dans le cadre d'une coopération transfrontalière, mais aussi dans le cas -plus conflictuel- où les espaces frontaliers sont investis par les voisins, souvent pour des raisons économiques (Chinois au-delà du fleuve Amour sur le

⁴¹ L'article 24 de la Charte Olympique peut fournir un exemple intéressant : les langues officielles du Comité International Olympique sont le français et l'anglais, avec une primauté du premier sur le second en cas de litige dans les textes.

territoire russe, Brésiliens sur les terres agricoles paraguayennes...). Dans le même ordre d'idée, l'influence d'un État peut se faire sentir dans les quartiers des villes étrangères habités par sa diaspora *Carte 3 p.147. La diaspora chinoise dans le monde* et où sa langue nationale est couramment utilisée⁴².

2. Les facteurs et les outils de diffusion des langues

a. Facteurs

50. Facteurs

Facteur historique : déjà dans l'antiquité, le latin distinguait les Romains et leurs dépendants des barbares⁴³. La diffusion de la langue a accompagné le déploiement politique des anciens empires coloniaux du XVIe au XIXe siècle, et favorisé le contrôle des populations autochtones. Aujourd'hui, cet héritage historique et linguistique perdure.

Il faut aussi compter avec le facteur démographique :

- le dynamisme démographique en Afrique explique l'usage croissant du français ;
- de même que les migrations internationales et les diasporas *-Vocabulaire p.140* contribuent à l'implantation et au développement d'une langue à l'étranger.

Dans le contexte de la mondialisation, le déploiement des firmes transnationales pousse à l'emploi d'une langue commune, majoritairement l'anglais, pour favoriser les échanges internes *-doc.5 p.143. L'anglais dans les entreprises françaises*.

Toujours dans le cadre de la mondialisation, l'exportation des produits culturels peut favoriser la pratique d'une langue étrangère : mangas japonais, influence de l'anglais à travers la diffusion en version originale de séries à succès ou d'œuvres cinématographiques produites à Hollywood. À cet égard, le développement d'Internet constitue un support privilégié pour la diffusion de la langue et la puissance des géants du numérique états-unien (GAFAM) contribue à renforcer l'influence de l'anglais à travers le monde. Il est frappant de constater que c'est en partie pour ne pas subir cette domination étatsunienne que la Chine a développé ses propres entreprises du net *-doc.2 p.142. L'anglais et Internet*.

b. Outils

51. OIF, Alliance française...

Afin de renforcer leur influence par le vecteur linguistique et culturel, les États développent des dispositifs et réseaux institutionnels (Organisation internationale de la Francophonie, Union de la langue néerlandaise, Communauté des pays de langue portugaise CPLP, etc. *-Ressources p.141*).

Ainsi, l'OIF, qui regroupe 88 pays, veille à affirmer la présence du français sur tous les continents *-doc.3 p.144. Les locuteurs francophones dans le monde*. Cet organisme est doté de différents moyens d'action pour promouvoir la langue et la culture françaises à l'étranger : communication et information (TV5 Monde), formation, animation de réseaux francophones (traduction, interprétation, monde du sport...), organisation de campagnes de sensibilisation au multilinguisme auprès des acteurs de la scène diplomatique, du sport international, des médias ou du grand public. *Doc.2 p.144. Les objectifs de la Francophonie*- La promotion de la langue française passe aussi par l'image et les valeurs qu'elle peut véhiculer (étude, richesse, réussite, modernité, tout en étant relativisées par des difficultés, un aspect compliqué...), par l'aide au développement ou encore la mise en place de partenariats. Ces derniers sont notamment représentés par l'implantation d'établissements scolaires (réseau AEF...) et de centres culturels à l'étranger (Alliance française depuis 1883⁴⁴). Ces différents moyens d'action permettent de renforcer l'attractivité de la langue et confirment l'enjeu qu'elle représente dans la stratégie d'influence des États.

En outre, le choix des implantations n'est pas anodin. Par exemple, la localisation des différents Instituts Confucius (partenariats universitaires, cours de chinois, aide au développement, support aux

⁴² Cf. les innombrables *chinatowns* *-Vocabulaire p.146* dans la plupart des métropoles du monde *-doc.2 p.146. Le quartier chinois de New York, aux États-Unis*.

⁴³ Idem pour les Grecs (à quelques nuances près).

⁴⁴ La France est précurseur en la matière : ont suivi le British Council depuis 1934, les Goethe Institut depuis 1950, les Instituts Confucius depuis 2004...

entreprises...), au Kazakhstan est particulièrement révélateur de la volonté de la Chine de renforcer son influence sur son voisinage, notamment dans le cadre de la Coopération de Shanghai.

3. Tensions et concurrences : la langue dans les luttes d'influence et les rivalités

Dans la perspective de l'approche géopolitique, si la langue peut favoriser les coopérations, elle constitue aussi un terrain privilégié où s'exercent des rapports de force à toutes les échelles. Quelques exemples :

- Les décalages entre les frontières politiques et linguistiques peuvent attiser des tensions : Cf. le catalan en Espagne, les russophones en Ukraine et dans tout « l'étranger proche » de la Russie, les Ouïgours turcophones en Chine, etc.
- À partir de 1991, quand la Yougoslavie explose en plusieurs États à la suite d'une guerre civile sanglante, Croates, Serbes et bosniaques cessent de parler la même langue.

52. Vidéo France Info + TV canadienne

- Au Québec, province francophone du Canada, la question de la défense du français face à l'hégémonie de l'anglais se pose avec acuité jusque dans le débat politique. On estime que la France devrait bénéficier de la croissance démographique africaine : les locuteurs français pourraient passer de 275 millions en 2018 à 715 millions en 2050, dont 80 à 85% d'Africains -*doc.5 p.145. L'avenir du français et le monde*. Mais rien n'est acquis d'avance : au Rwanda par exemple, le français était la langue privilégiée de l'élite jusqu'au génocide tutsi en 1994. Depuis, cette influence recule au bénéfice de l'anglais.

B. Les nouvelles technologies : puissance des géants du numérique (GAFAM, BATX...), impuissance des États et des organisations internationales ?

À l'heure du numérique, comment les puissances étatiques ont-elles été amenées à se confronter ou à composer avec les acteurs des nouvelles technologies pour renforcer leur influence sur la scène internationale ?

53-54. Vidéo DDC, introduction, problématique + statistiques

Les nouvelles technologies sont liées au développement de l'informatique et des télécommunications. Elles permettent la diffusion d'images, de données, de textes et de sons sous forme numérique à travers des réseaux de télécommunications (câbles, ondes, signaux satellites...) dans divers domaines : finance, commerce, savoirs, échanges entre individus, sécurité et défense. Elles ont contribué à l'accélération de la mondialisation et permis l'essor et l'affirmation des FTN géantes du numérique (GAFAM, BATX⁴⁵...) - *Vocabulaire p.151 + doc.1 p.150. Des revenus en forte croissance*. Nous nous interrogerons ici sur la capacité des États à se saisir de ces technologies et à mobiliser les acteurs qui les dominent pour bénéficier d'une autre forme indirecte de puissance. Pour les puissances étatiques, l'enjeu est de renforcer leur *soft power* en s'appuyant sur les réseaux informatiques et le contrôle de l'information. Mais les acteurs du numérique sont-ils des outils de consolidation des puissances étatiques, ou au contraire des facteurs de fragilisation ?

1. La puissance des États peut être fragilisée par les nouveaux acteurs du numérique

Doc.3 p.150. Les GAFAM vus par un dessinateur de presse- Les États doivent notamment faire face à la force des géants du numérique (GAFAM états-uniens mais aussi BATX chinois), qui non contents de dominer les marchés mondiaux, d'être omniprésents dans le quotidien des entreprises et des individus, de fixer les normes technologiques et commerciales mondiales, présentent certaines caractéristiques traditionnelles de la puissance des États : puissance économique et financière ⁴⁶, puissance technologique⁴⁷ ou encore capacité d'influencer les sociétés à travers le monde (*soft power*)⁴⁸ -*doc.2*

⁴⁵ Les acronymes simplifient souvent une réalité plus complexe... L'expression GAFAM (ou GAFAM, avec Microsoft) est surtout utilisée en Europe. Aux États-Unis, on évoque plutôt les FAANG pour Facebook, Amazon, Apple, Netflix et Google. Les NATU (ou TUNA) rassemblent, eux, Netflix, Airbnb, Tesla et Uber.

⁴⁶ Les géants du numérique ont des chiffres d'affaires et des capitalisations boursières parfois supérieures au PIB de certains États, elles sont en situation dominante dans différents secteurs économiques et ont largement diversifié leurs activités.

⁴⁷ Contrôle des infrastructures techniques, des logiciels d'exploitation, maîtrise de la collecte, de la transmission et du stockage des données dans les immenses centres de données (data centers), stratégiquement localisés – le Big data

⁴⁸ Présence sur les différents marchés, des utilisateurs et consommateurs qui se comptent par millions, maîtrise de la circulation de l'information et pouvoir de manipulation de l'opinion publique, notamment dans la vie politique comme lors du référendum

p.150. De nouvelles nations ? Les géants du numérique sont en mesure de défier les puissances étatiques, et ne s'en privent pas : par exemple, leur organisation transnationale favorise l'optimisation fiscale et leur permet de se soustraire largement aux impôts des pays dans lesquels sont réalisés les bénéfices.

55. Vidéo Brut : cryptomonnaies

Après avoir négligé les cryptomonnaies⁴⁹ à leurs débuts, les États ont dû réagir du fait de la multiplication des cas de fraude et de l'augmentation du nombre et du montant des transactions, dont certaines douteuses. Les réactions des États ont été très diverses, de l'interdiction pure et simple des transactions en Bitcoins (Chine) à l'émission d'une cryptomonnaie d'État (Venezuela). Quant au système financier (banques centrales, banques commerciales, fonds de placement...), il se trouve face au défi de s'adapter.

56. Vidéo DDC : deux extraits

Surtout, les États peuvent également être directement menacés par des acteurs malveillants du cyberspace : le développement des nouvelles technologies favorise la cybercriminalité et les cyberattaques. Celles-ci peuvent être le fait d'États (renseignement, sabotage, ingérence) ou d'acteurs privés (individus malveillants, organisations terroristes **-cyberterrorisme : vocabulaire p.148...**). Ces attaques peuvent porter atteinte à des systèmes informatiques privés ou publics⁵⁰, comme aux données personnelles des citoyens⁵¹. Cette cyberconflictualité **-cyberguerre : vocabulaire p.148** est au cœur de nouveaux rapports de force géopolitiques et questionne la résistance des puissances étatiques à l'ère du numérique.

2. Les États peuvent-ils renforcer leur puissance grâce aux technologies du numérique ?

Si les États peuvent paraître relativement démunis et impuissants face aux acteurs du numérique, les nouvelles technologies peuvent aussi leur conférer une forme indirecte de puissance à plusieurs égards, à la condition de les maîtriser ou de coopérer avec leurs représentants les plus influents.

Entre autres, les États d'origine des géants du secteur bénéficient de leur puissance économique et de leur réputation à travers le monde (*soft power*), au même titre que le cinéma ou la langue sont les ambassadeurs dans le domaine culturel : par la puissance de leur recherche-développement **-vocabulaire p.148** les GAFAM sont les vecteurs d'une culture américaine (et même californienne), d'un esprit, d'une vision du monde. Sous Barack Obama, l'industrie numérique américaine est devenue l'axe prioritaire du redéveloppement économique structuré autour des géants californiens de la « tech » et de la stratégie de sécurité des États-Unis⁵². L'enjeu de cette double ambition : la maîtrise des données, qui sont à la fois au cœur des activités économiques dans nos sociétés de l'information et la matière première de la surveillance numérique de la planète par la National Security Agency (NSA)⁵³.

La volonté de composer avec les géants du numérique s'illustre à travers le dialogue diplomatique engagé par le gouvernement danois à travers la nomination d'un ambassadeur « tech » auprès des GAFAM de la Silicon Valley et des BATX en Chine et la création en France d'un Ambassadeur du numérique depuis 2015.

57. GAFAM et BATX Vidéos France24 + Le Monde

En conséquence, certaines puissances étatiques voient un intérêt à favoriser le développement de leurs « champions nationaux » aux dépens de leurs

sur le Brexit au Royaume-Uni ou des élections présidentielles aux États-Unis de 2016 : les capacités de lobbying des GAFAM aux États-Unis n'ont cessé de croître, à tel point que certains y voient un glissement du pouvoir et des logiques d'influence de Wall Street et des lobbies traditionnels vers la Silicon Valley.

⁴⁹ Une cryptomonnaie¹, dite aussi cryptoactif, cryptodevise, monnaie cryptographique¹ ou encore cybermonnaie^{2,3}, est une monnaie émise de pair à pair, sans nécessité de banque centrale, utilisable au moyen d'un réseau informatique décentralisé. Elle utilise les principes de la cryptographie et associe l'utilisateur aux processus d'émission et de règlement des transactions (source [Wikipédia](#)).

⁵⁰ Ceux des institutions gouvernementales d'Estonie en 2007 et en 2008, des hôpitaux et industries impactés par le logiciel malveillant WannaCry en 2017, des réseaux électriques de l'Ukraine en 2015...

⁵¹ 3 milliards de comptes mails Yahoo piratés en 2016...

⁵² Depuis l'arrivée de D. Trump à la présidence des États-Unis, la bienveillance de la Maison blanche pour les GAFAM semble devoir être relativisée. Cf. Marine Guillaume, « L'administration américaine et les GAFAM : la fin d'une histoire d'amour ? », Questions internationales n° 91-92 - Mai-août 2018

⁵³ Cf. Julien Nocetti, « Les données, 'objets' des relations internationales », Questions internationales n° 91-92 - Mai-août 2018

concurrents⁵⁴. En effet, la compétition entre GAFAM et BATX semble refléter le rapport de forces entre États-Unis et Chine. Les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi), auxquels on peut ajouter Huawei, partagent de nombreux points communs avec leurs homologues américains : forte croissance, positions ultra-dominantes, capitalisations conséquentes... Une différence notable est qu'outre l'accès à un marché d'utilisateurs gigantesque, plus important que l'Europe et les États-Unis, leur hégémonie est le résultat de la politique mise en place par l'État chinois ces acteurs :

- Si le moteur de recherche Baidu prospère et se diversifie tous azimuts dans l'intelligence artificielle, le cloud et la vidéo, c'est parce que Google est interdit en Chine depuis 2010.
- Quant à Amazon, il détient des parts de marché infimes auprès des 800 millions d'internautes chinois, qui utilisent Alibaba.
- L'application de messagerie WeChat de Tencent, véritable couteau suisse numérique utilisée par un milliard de Chinois, est à elle seule un Facebook, WhatsApp, Skype, PayPal et Instagram.
- Enfin, même si Xiaomi est loin de la taille d'Apple, il est devenu le quatrième fabricant mondial de smartphones moins de dix ans après sa création.

La croissance de ces acteurs chinois est servie par une double stratégie la tradition quantitative de l'industrie chinoise se double d'une démarche qualitative, visible dans le secteur des smartphones. D'autre part, l'expansion internationale est devenue réalité : Alibaba et Huawei, en particulier, sont très offensifs, et l'Europe représentant un terrain de chasse très convoité. Ils sont aussi fortement incités par le pouvoir central à prendre part au projet des Nouvelles routes de la soie, qui comporte un volet numérique important. Côté États-Unis, c'est moins la concurrence directe entre BATX et GAFAM qui inquiète que l'utilisation « stratégique » que peut faire Pékin de ses champions.

3. La maîtrise du cyberspace, nouvel enjeu d'influence des puissances étatiques

a. La maîtrise du cyberspace dans les relations internationales

58. Des États en quête de cyberpuissance :
- Schéma capacité / potentiel
- Vidéos Fr 24 / Le Monde 5G
- Vidéos DDC cyberguerre + cyberdéfense

L'utilisation des nouvelles technologies et d'Internet permet aux États de développer leur cyberpuissance. Cette forme indirecte de la puissance repose :

- sur leur capacité à développer des infrastructures informatiques⁵⁵,
- sur leur potentiel de contrôle des réseaux numériques et leur protection, qui connectent le monde entier⁵⁶ -réseau : *vocabulaire p.148*.

Dans une logique de concurrence entre puissances et de cyberguerre -*vocabulaire p.148*, ces technologies peuvent également être utilisées pour déstabiliser d'autres États, notamment par la désinformation et la propagande, par la désorganisation de leurs services publics à travers des cyberattaques ou encore l'ingérence dans leur vie politique. Les actions de cyberguerre et l'utilisation de la technologie dans les conflits géopolitiques ont tendance à converger vers la puissance traditionnelle (*hard power*), tout particulièrement avec la constitution de forces armées spécialisées dans les opérations cyber (attaque, riposte ou renseignement électronique) et le déploiement d'opérateurs de cyberdéfense des intérêts vitaux ou essentiels⁵⁷.

b. La maîtrise du cyberspace face aux géants du numérique

Doc.5 p.151. Les conflits entre États et géants du numérique- La prise de conscience du pouvoir de nuisance des acteurs et réseaux du numérique souligne les enjeux de la maîtrise du cyberspace. Pour y parvenir, les États mobilisent divers outils relevant de leur pouvoir régalién comme l'interdiction faite à certaines entreprises du numérique d'exercer dans certains pays comme Google en Chine, ou Huawei aux États-Unis.

⁵⁴ Google et Facebook sont censurés en Chine, les relations sont tendues entre Apple et l'Inde, Huawei est inscrit sur la liste noire de Washington, etc.

⁵⁵ Câbles informatiques sous-marins, stations d'atterrage, satellites de communication, datacenters...

⁵⁶ Chaque jour, plus de 5 000 milliards de dollars sont échangés sur les marchés de transaction grâce aux réseaux numériques.

⁵⁷ Lesquels peuvent commettre des atteintes à la vie privée de leurs propres concitoyens, comme le lanceur d'alerte Edward Snowden l'a révélé aux États-Unis en 2013.

59. Vidéo Le Monde : RGPD + AOC vs Zuckerberg

Certaines actions sont coordonnées au sein d'organisations internationales, comme en atteste par exemple le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, qui pourrait inspirer des initiatives comparables aux États-Unis et en Chine (!).

60. France : taxer les GAFAM ?

Une autre manifestation de cette volonté d'affirmation de la puissance étatique transparaît à travers les pressions exercées par les États sur les firmes transnationales du numérique pour territorialiser la fiscalité. Par exemple, le bras de fer se poursuit à travers les sanctions infligées aux géants du numérique par les États ou organisations internationales comme l'Union européenne, notamment pour abus de position dominante sur les marchés ou encore pour des aides d'État accordées par des juridictions complaisantes comme l'Irlande ou le Luxembourg. Ces dernières font apparaître des divergences d'intérêt en matière de régulation et de fait, des rapports de force entre les États. Faute d'un accord ambitieux à l'échelle européenne, les initiatives nationales se multiplient pour taxer le numérique. Les dernières négociations à Bruxelles ont maintenu les habituelles divergences entre, d'un côté, la France, volontariste sur le sujet, et de l'autre des États comme l'Irlande, la Suède et le Danemark, très opposés à ce projet. Le projet français, en cours d'examen, consiste à taxer les GAFAM à hauteur de 3% du chiffre d'affaires réalisé en France. La France serait le premier État européen à introduire cette taxe GAFAM (et à subir les représailles commerciales étatsuniennes), même si d'autres pays affichent des projets en ce sens. Le gouvernement espagnol a adopté un impôt de 3% sur la publicité en ligne, les plateformes et la revente de données personnelles. La Grande-Bretagne s'apprête à entériner un projet proche du texte européen, à savoir un impôt de 2% sur le chiffre d'affaires des géants du numérique. Avant l'offensive française, l'Italie avait adopté un prélèvement de 3% sur les transactions numériques entre entreprises. Pour les voix critiques, le seul cadre de régulation réaliste est l'échelle mondiale. Dans ce cadre, l'OCDE travaille sur une harmonisation de la taxation des entreprises du numérique à l'échelle de 127 pays à l'horizon 2020.

Conclusion

61. Conclusion

« Point de vue » p.152-153. « Peut-on se passer des géants du Net ? »

C. La maîtrise des voies de communication : les « nouvelles routes de la Soie ».

62. Introduction, problématique

Dans un contexte de mondialisation -*Vocabulaire p.154*, maîtriser des voies de communication au sein de son territoire comme à l'étranger, sur terre comme sur mer, permet à un État d'accroître son influence. La construction et l'exploitation des infrastructures de transports confèrent un pouvoir de gestion et de contrôle sur les réseaux -*Vocabulaire p.154* et leur maîtrise favorise indirectement le développement de la puissance économique et l'emprise politique sur les territoires desservis ou traversés.

« L'initiative ceinture et route », traduction française du projet *Belt and Road Initiative* (BRI), lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping sous l'appellation OBOR (*One Belt One Road*) illustre cette forme indirecte de la puissance selon un plan qui a une dimension globale : diplomatique, économique, éventuellement militaire et qui a pour terrain l'espace mondial.

Les « nouvelles routes de la soie »⁵⁸ -*Vocabulaire p.157* sont un réseau de voies terrestres (routes, rail, tubes -*oléoducs : vocabulaire p.154*) et maritimes (zones portuaires) initié par la République Populaire de Chine depuis 2013. Une centaine d'États en Asie, Afrique et Europe sont aujourd'hui concernés. Le budget de cette initiative est estimé à 1000 milliards de dollars.

⁵⁸ Origine de l'expression : ce projet renvoie au terme employé en 1877 par un géographe allemand, Ferdinand von Richthofen (1833-1905), pour décrire les grandes voies de circulation qui facilitaient les échanges entre toutes les régions de l'Asie continentale et avec l'Europe depuis l'Antiquité (turquoises d'Iran, cuivre, or de l'Altaï, lapis-lazuli d'Afghanistan, coton de l'Inde ou encens de l'Arabie, et à la Chine d'exporter ses soieries, céramiques, épices ou indigo, coton, riz.) Le terme renvoie plus précisément aux voyages du Vénitien Marco Polo (1254- 1324). NB : Le projet formulé par Xi Jinping en 2013, Belt and Road Initiative, « la ceinture et la route », ne comportait pas cette référence qui fut introduite par les Européens.

Comment le projet « nouvelles routes de la soie » permet-il à la Chine d'envisager l'expansion de son aire d'influence et de consolider sa puissance par le biais des voies de communication ? Comment permet-il à la Chine de tisser et renforcer des liens politiques et commerciaux avec l'Asie, l'Europe, l'Afrique ?

1. Un projet ambitieux en permanente évolution

a. Les objectifs

63. Un projet ambitieux

Pour comprendre les objectifs chinois, il faut avoir à l'esprit que ce projet est le projet de la première puissance commerciale mondiale⁵⁹. Depuis les années 1980, son ouverture au monde s'est accompagnée de la modernisation de ses nombreuses infrastructures portuaires et par le développement de ses axes de transport vers l'hinterland -*Vocabulaire p.157*. Les « nouvelles routes de la soie », qui apparaissent en quelque sorte comme le prolongement logistique hors de Chine des infrastructures nationales, ne cessent de se déployer et d'évoluer : en 2018 le plan chinois continue à étendre sa couverture géographique (de soixante pays concernés, le nombre est passé à une centaine) ainsi que les secteurs concernés.

Il n'y a aucun document écrit officiel présentant des objectifs à atteindre ou un tracé précis. Les objectifs de la Chine en 2013 apparaissent notamment dans deux discours au tout début de son mandat de Xi Jinping (mars 2013) ; à ce moment, il s'agit principalement de positionner la Chine sur l'échiquier mondial en particulier vis-à-vis du grand rival américain :

- en septembre 2013, à l'Université Nazarbaïev d'Astana (Kazakhstan), il présente l'ensemble du projet des « nouvelles routes de la soie » terrestres
- en octobre 2013, à Djakarta (Indonésie), il présente le volet des routes maritimes de la soie.

64-66. La B.A.I.I. + Carte + Objectifs

Doc.1 p156. Les objectifs + doc.4 p.157. Géographie des « nouvelles routes de la soie »- Il s'agit pour la Chine, en finançant⁶⁰ des infrastructures en Asie, en Afrique et en Europe :

- d'assurer ses échanges économiques en préservant sa connexion avec le reste du monde en cas de tensions militaires sur ses zones côtières.
 - o exportations : textile, électroniques, matériel de transport
 - o importations : minerais, hydrocarbures
- de sécuriser ses approvisionnements : contre la piraterie au détroit d'Ormuz, au golfe d'Aden, au détroit de Malacca et en mer de Chine méridionale, mais aussi, en cas de forte tension avec les États-Unis, contre la menace que ferait peser la présence de la marine américaine dans les océans Indien et Pacifique sur ses approvisionnements.
- De conclure des accords avec l'Union européenne en renforçant les routes terrestres.
- et de développer une image positive :
 - o En nouant des partenariats de développement de territoires enclavés, en marge, en développement
 - o En œuvrant pour le développement durable avec des solutions alternatives à la route maritime

b. Le contexte

En octobre 2017, Xi Jinping consolide son pouvoir et son contrôle sur l'État-Parti ; en mars 2018, il fait modifier la Constitution chinoise par le vote de plusieurs amendements (abolition de la limitation de la fonction présidentielle à deux mandats de cinq ans qui avait été imposée dans la Constitution de 1982 par

⁵⁹ La Chine est le premier exportateur de marchandises, avec 13% des exportations mondiales en 2017.

⁶⁰ La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII ou AIIB), est une banque d'investissement proposée par la République populaire de Chine. Cette banque s'inscrit dans la stratégie de la nouvelle route de la soie, développée par la Chine. Source : [Wikipédia](https://fr.wikipedia.org/wiki/Banque_asiatique_d'investissement_dans_les_infrastructures).

Deng Xiaoping⁶¹ pour éviter les dérives de l'ère Mao Zedong⁶²) : il peut donc rester chef de l'État à vie. « La pensée de Xi Jinping » entre dans la Constitution comme autrefois celle de Mao Zedong.

Le projet des « nouvelles routes de la soie » est inscrit dans la Constitution chinoise : c'est le « rêve chinois » de prospérité économique et de puissance politique et militaire retrouvée. Les « nouvelles routes de la soie » sont un outil qui participe au *soft power* chinois.

67. Une double restructuration

Entre 2013 et 2018, on assiste à la fin des « Trente Glorieuses » chinoises avec la crise mondiale des années 2007-2009. À partir de cette crise financière, la Chine opère une double restructuration :

- Économique, avec un plan de relance : injection de 4000 milliards de yuans⁶³ dans l'économie chinoise, dans des grands chantiers d'infrastructures, délocalisations industrielles des régions littorales très développées, très urbanisées 1/ vers l'intérieur du pays, dans de grandes villes comme Chongqing ou Xi'an ou des provinces excentrées⁶⁴ ; 2/ vers les pays de l'Asie du sud-est, mais aussi vers l'Afrique (la trajectoire Éthiopie-Tanzanie).
- Diplomatique, avec un revirement stratégique : la Chine sort de sa discrétion diplomatique, et investit massivement dans des domaines stratégiques comme l'aéronautique, l'espionnage technologique pour développer sa marine, ses composantes aériennes mais aussi les énergies renouvelables (photovoltaïque).

C'est dans ce contexte que s'élabore le projet des « nouvelles routes de la soie », qui couvre près d'un quart du commerce mondial et 63% de la population mondiale. 220 milliards d'euros ont déjà été investis en 2016 et 2017 pour construire 2 200 km de voies nouvelles dans l'Ouest du pays, mais également au Kazakhstan, au Tibet et au Népal. La Chine finance également des lignes à grande vitesse en Europe centrale entre Belgrade et Budapest.

2. Un projet qui participe de l'affirmation de la puissance chinoise

a. La Chine opère une révision / relecture de son histoire

▪ Une réappropriation d'un temps de l'histoire occidentale

Les routes de la soie traversaient des régions arides et semi-arides, elles s'arrêtaient dans l'actuel Xinjiang. Le discours officiel assimile les visions des écoles géopolitiques allemandes (XIX^{ème} siècle) et anglo-saxonnes (tournant du XIX^{ème}-XX^{ème} siècles) qui montraient l'importance des espaces maritimes et des masses continentales. Avec une grille de lecture occidentale Pékin a réussi à s'approprier ce temps de l'histoire mais avec un tout autre objectif que celui des routes de la soie historiques.

▪ Une histoire du territoire entre unité et fragmentation

L'unité chinoise est aujourd'hui confrontée à des mouvements internes séparatistes, des mouvements de régions ou de métropoles riches demandant plus d'autonomie (la ville de Shenzhen à côté de Hong-Kong). Le pouvoir central à Pékin redoute le risque de fragmentation, de sécessions. De la même manière qu'il ne peut pas y avoir deux Chines (Taïwan), il ne peut pas y avoir plusieurs Chines. La Chine est actuellement dans une formidable phase d'expansion qui doit permettre la solidité du territoire, la cohésion du peuple, la stabilité du pouvoir politique et la poursuite de la montée en puissance de la Chine.

68. L'amiral Zheng He (XVe siècle)

Le « récit national » chinois développe plusieurs thèmes qui légitiment les ambitions de la Chine :

- Il fait de l'amiral Zheng He (XVe siècle)⁶⁵ « le propagateur de la civilisation chinoise », utilisé par Pékin pour légitimer une histoire maritime.

⁶¹ Deng Xiaoping dirige la Chine de 1978 à 1992. C'est lui qui fait le choix d'ouvrir le pays aux investissements étrangers et au capitalisme. Il est considéré comme le « père » de l'essor économique chinois.

⁶² Mao Zedong dirige la Chine populaire de manière autoritaire de 1949 à sa mort en 1976.

⁶³ Environ 534 milliards d'euros.

⁶⁴ Y compris les provinces séparatistes comme le Xinjiang où vivent les Ouïgours.

⁶⁵ L'épisode de l'expansion maritime (1405-1433) par l'amiral Zheng He sous la dynastie Ming est devenue une référence. Près de 30 000 hommes sur 320 bateaux, les navires étaient gigantesques (le navire amiral était un neuf-mâts de 130 mètres de long – 22m pour la caravelle de Christophe Colomb). La flotte de Zheng He a visité 37 pays et parcouru des distances

- Il véhicule la vision de « l'Empire du milieu » : la Chine se perçoit au cœur du monde⁶⁶. Elle occupe les plaines irrigables peuplées de cultivateurs sédentaires, opposées aux reliefs (Tibet) où vivent des populations d'éleveurs nomades, sauvages⁶⁷, à siniser par la langue, la sédentarisation et la civilisation du riz.
- Il affirme la rupture avec le « siècle des humiliations », de 1842 à 1949 : Cf. les deux guerres de l'opium⁶⁸, qui se soldent par l'ouverture contrainte au commerce international (le traité de Nankin en 1842 et la convention de Pékin en 1860) et la soumission de la Chine était soumise face à la supériorité économique, politique, militaire des puissances occidentales. En 1949, le Parti communiste chinois rejette ces « traités inégaux » et jette les bases pour redevenir une grande puissance, d'abord en tournant le dos à la mer (Mao Zedong) puis en s'ouvrant à la mondialisation (Deng Xiaoping et ses successeurs)

b. Le grand dessein chinois : la construction d'une puissance maritime ou continentale ?

- Une puissance continentale qui se projette sur la mer

69. Le « collier de perles »

Le « collier de perles » est un terme inventé par des médias américains au début des années 2000 : il désigne la succession de bases militaires et d'appuis logistiques que Pékin construit à partir des années 1990, de la mer de Chine au Moyen-Orient, afin d'assurer ses approvisionnements énergétiques.

Il y a une superposition, une quasi-correspondance entre la cartographie du « collier de perles » et celle de la « nouvelle route de la soie » maritime. Se constituer en puissance maritime était une nouveauté, nécessitant des investissements massifs :

- En Chine, dans les infrastructures portuaires (de gigantesques ports se sont multipliés sur ses littoraux⁶⁹) et dans la construction navale (création de consortiums industriels, qui ont fait de la Chine la première flotte commerciale mondiale).
- Dans les ports à l'étranger :
 - En 2008, au Pirée où les Chinois ont signé un bail de 99 ans pour développer le trafic de conteneurs⁷⁰. Cet ancrage en Méditerranée permet d'avoir des accès en Europe balkanique et centrale...
 - En 2017, la Chine installe une base militaire à Djibouti, en face du Camp Lemonnier américain, prolongeant ainsi le « collier de perles » ; installée au niveau de la sortie des câbles sous-marins⁷¹ -Hub : *vocabulaire p.154* au départ de Djibouti, elle comporte un terminal capable d'accueillir un porte-avion. Cette base est, pour Pékin, un formidable point d'ancrage au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est.

70. La Chine à Djibouti

Les points d'ancrage en dehors de la zone asiatique se multiplient (Océan Indien, Moyen-Orient, Afrique, Méditerranée, Europe). C'est le résultat de la politique de réforme et d'ouverture de Deng Xiaoping en 1978, poursuivie par ses successeurs. Sortir du repli continental opéré par Mao Zedong dans un contexte de Guerre Froide : un tournant majeur dans l'histoire contemporaine de la Chine.

71. Les principaux ports

Pour Pékin, le développement et la puissance passent par la maîtrise de la mer ; l'économie maritime est une des priorités du douzième plan quinquennal, 2011-2015, et Xi Jinping déclarait en 2013 « faire de l'économie maritime l'un des piliers de l'économie nationale ». La Chine est dans la logique d'une puissance continentale qui se projette sur la mer. Les gigantesques travaux chinois en Mer de Chine consistent à gagner de la surface émergée par

considérables bien avant les découvreurs européens. Mais les archives restent introuvables : pas de traces des chantiers navals pour construire de tels bateaux, cartographie des expédition très tardive...

⁶⁶ Le mot « Chine » se dit *zhong guo* (le pays du milieu, la plaine centrale).

⁶⁷ Des populations « crues », « qu'il faut cuire »

⁶⁸ Il y en a eu deux : la première de 1839 à 1842, puis la seconde de 1856 à 1860, toutes deux perdues par la Chine contre le Royaume-Uni (1^{ère}) et contre le Royaume-Uni, la France, les États-Unis et la Russie (2^{ème}).

⁶⁹ Sur les 15 à 20 plus grands ports à conteneurs mondiaux, 10 à 12 sont aujourd'hui en Chine – Shanghai, Shenzhen, Hong-Kong, Ningbo, Canton, Tianjin, Dalian... *Chiffres p.155. Les 5 principaux ports mondiaux (2016)*

⁷⁰ Au terminal 2 (le terminal 1 reste géré par les Grecs. Cf. <https://asialyst.com/fr/2019/11/22/chine-rebat-cartes-mediterranee-grece-xi-jinping/>)

⁷¹ NB : 99% des communications mondiales circulent par les câbles sous-marins (1% par satellite)

remblaiement, bétonisation, artificialisation de récifs qui affleurent. À l'échelle mondiale, la Chine manifeste un intérêt pour des îles et archipels : les Maldives, Madagascar, Ceylan, Sri Lanka et la Réunion dans l'Océan Indien ; Océanie, Polynésie dans le Pacifique Sud avec la construction prochaine d'une base navale chinoise à Vanuatu.

- Une aire d'influence continentale : les nouvelles routes de la soie terrestres

72-73. Les routes de la soie terrestres + Khorgos

Elles consistent en six corridors terrestres : le corridor Chine-Mongolie-Russie, le corridor eurasiatique en direction de Moscou, le corridor Chine-Asie centrale en direction de l'Iran et de la Turquie, le corridor Chine-Pakistan, le corridor Chine-Bangladesh-Inde, le corridor Asie du sud-est. Elles présentent quelques sites remarquables, comme le port sec de Khorgos. Il correspond à une zone franche transfrontalière au milieu d'un espace désertique ; certains parlent de réaliser « un nouveau Dubaï ».

OBOR, outre la construction d'infrastructures, mise aussi sur l'éducation et la Diaspora chinoise. En 2017, 317 000 étudiants des 60 pays partenaires d'OBOR se sont inscrits dans des sections chinoises dans les universités subventionnées par la Chine. Le Réseau des Instituts Confucius partie prenante de la diplomatie du *soft power* chinois.

3. Un projet qui rencontre des limites et suscite des oppositions

Les « nouvelles routes de la soie », dans leurs extensions polaire, asiatique, africaine sont une stratégie à appréhender dans le cadre du rapport de force face aux Etats-Unis, mais aussi face à l'Inde ou au Japon. Par ailleurs, ces « nouvelles routes de la soie » doivent permettre la diffusion de la devise chinoise, le yuan, non pas tant vers les pays développés mais vers ses partenaires en Asie du sud-est, au Pakistan, en Afrique et éventuellement en Amérique latine.

- Les voisins immédiats : le contre-projet indien et japonais

74. Rivalité avec L'Inde dans l'océan Indien

En 2016, le premier ministre indien Narendra Modi a présenté lors d'une réunion de la Banque africaine de développement (BAD) à Ahmedabad, en Inde, un autre projet de route commerciale : le « corridor de la croissance Asie-Afrique » (AAGC, *Asia Africa Growth Corridor*), surnommé la « route de la liberté ».

Le projet porté par le Japon et l'Inde est aux antipodes des « routes de la soie ». Il met l'accent sur le développement durable et la construction d'infrastructures durables plutôt que sur le commerce, et s'appuie exclusivement sur les voies maritimes à bas coût avec une faible empreinte carbone. Des projets de coopération dans les domaines de la santé, de l'agriculture, du secteur manufacturier et de la gestion des catastrophes naturelles accompagnent le projet.

Ces nouveaux corridors maritimes pourraient connecter le port de Jamnagar, au Gujarat, à Djibouti, ou encore Calcutta à Sittwe, au Myanmar. Le Japon offre son expertise en matière de construction d'infrastructures et l'Inde met à profit sa présence sur le continent africain.

- Un continent africain tiraillé

75. Un néo-impérialisme chinois ?

Des voix se font entendre en Asie, en Afrique et en Europe pour dénoncer la perspective, à travers les investissements chinois, d'une nouvelle colonisation et d'une prise de contrôle des richesses du continent africain⁷² -doc.5 p.157. *Les limites*.

⁷² Cf. <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux/actuelles-de-lifri/chine-afrique-fin-de-lune-de-miel>

III. La puissance des États-Unis aujourd'hui (objet de travail conclusif)

76-78. Titre III + chiffres + introduction & problématique

Introduction p.162, cartes p.164-165, chiffres p.168 et p.170- Avec ses 331 millions d'habitants (2018) et son territoire de 9,6 millions de km² (3e rang mondial), les États-Unis sont une puissance dominante depuis le XXe siècle, considéré comme le « siècle américain ». Si la notion de puissance est complexe et présente de nombreuses facettes, les États-Unis sont indéniablement l'État qui cumule le plus de sources de puissance *-doc.2 p.174. Les composantes de la puissance américaine*. C'est la Seconde Guerre mondiale marque la rupture avec leur doctrine isolationniste (doctrine Monroe, 1823) *-Vocabulaire p.167* et le début de l'édification d'une puissance complète.

- En effet, ce sont les États-Unis qui organisent le nouvel ordre mondial en 1945 (ONU, Bretton Woods, FMI, GATT...) et dominent une partie du monde dans la guerre froide par leur réseau d'alliances construit notamment autour du plan Marshall (*containment*) et de l'OTAN *-Vocabulaire p.167* (1949) -guerre froide qu'ils finissent par remporter en 1991.
- Clé de voute du *Hard power* *-Vocabulaire p.166* étatsunien, leur puissance militaire est inégalée. Ils sont la puissance qui a depuis 1945 le plus gros budget militaire dans le monde *-Chiffres p.166 + doc.1 p.174. La puissance militaire américaine*.
- D'un point de vue économique, leur domination commence à la fin du XIXe siècle avec leur industrialisation rapide et le déclin relatif du Royaume-Uni et des autres pays européens après la Première Guerre mondiale, et perdure aujourd'hui :
 - o avec le leadership exercé par les FTN *-Vocabulaire p.169* étatsuniennes, dans tous les secteurs économiques *-doc.2 p.172. L'agribusiness au service de la puissance américaine*.
 - o avec la place centrale occupée par les États-Unis dans le système financier international (hégémonie du dollar, places boursières *-doc.3 p.172. Universités et places boursières...*) et dans les flux mondiaux d'IDE *-Vocabulaire p.169*.
- Dans le domaine technologique et scientifique, ils ont longtemps eu et ils conservent une avance considérable malgré la concurrence accrue des autres pôles de puissance, BRICS *-Vocabulaire p.171* et autres émergents. La puissance de leur formation universitaire *-doc.3 p.172. Universités et places boursières...* et de leur R&D *-doc.4 p.175. Géographie mondiale de la recherche*, soutenue de surcroît par un *brain drain* *-Vocabulaire p.169*, reste impressionnante.
- Dans le champ culturel au sens large, les États-Unis incarnent depuis le XXe siècle un modèle (libéralisme, société de consommation *-American way of life : vocabulaire p.169*) et influencent le monde avec leur cinéma et leurs produits de consommation (c'est une partie de leur *soft power* *-Lexique p.445 + Dossier p.176-177. Le soft power au service de la puissance*).

79. Sommaire III

**Quels sont les lieux, les formes de la puissance sur le territoire des États-Unis ?
Comment leur puissance se manifeste-t-elle dans le nouveau jeu international d'un monde multipolaire ?**

A. Le territoire, base de la puissance

1. Les lieux de la puissance

a. Manhattan, New York City

80. Manhattan

Le siège de l'ONU figure parmi les plus fameux gratte-ciel de Manhattan. Ce bâtiment a été réalisé en 1951 par plusieurs architectes internationaux⁷³. Siège de l'une des plus importantes institutions internationales (née en 1945, voulue par les États-Unis qui font partie des membres permanents du Conseil de sécurité *-droit de veto : vocabulaire p.166*), le bâtiment bénéficie d'un statut extraterritorial.

Ce choix de localisation, sur la presqu'île de Manhattan, témoigne de la capacité d'attraction et de polarisation des grandes institutions internationales par les États-Unis, et particulièrement d'une métropole comme New York.

⁷³ Dont Wallace Harrison, Oscar Niemeyer, Charles-Édouard Jeanneret-Gris dit Le Corbusier...

b. Washington

81. Washington

Doc.1 p.172. Washington, capitale politique et complexe militaro-industriel- Avec ses 6,2 millions d'habitants (2018), Washington, capitale fédérale des États-Unis, concentre d'impressionnantes fonctions de commandement qui agissent aux échelles nationale et mondiale. Siège de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque centrale américaine (FED), du FBI, de 176 ambassades, de nombreuses FTN⁷⁴, de nombreux instituts de recherche et de formation supérieure, elle abrite aussi les grands symboles de la nation américaine :

- le Capitole, siège du congrès (chambre des représentants + Sénat),
- la Maison Blanche,
- le Pentagone
- la Cour suprême,
- 176 ambassades,
- le mémorial pour Martin Luther King,
- etc.

c. La Californie

82. Californie

Avec 39 millions d'habitants⁷⁵ et 14,5% du PIB des États-Unis (cinquième économie mondiale), la Californie, pièce maîtresse de la *Sun belt* -*Vocabulaire p.164* est un État très puissant au sein des États-Unis et dans le monde.

▪ Hollywood

83. Hollywood

Doc.5. Les studios Universal à LA + Repère p.173- Lieu de l'industrie cinématographique des États-Unis, « usine à rêve » depuis les années 1910 et levier du *soft power* étatsunien, Hollywood est le territoire où se développent pendant les années 1930-40 des compagnies (les *majors*) qui se partagent la réalisation, la production, la distribution des films à l'échelle nationale et mondiale. Dans les années 2010, le cinéma hollywoodien représente 52% des recettes cinématographiques totales en France, 60% au Japon, 70% au Royaume-Uni.

▪ Silicon Valley

84-85. La Silicon Valley + L'Empire Google

Doc.4 p.173. La Silicon Valley, concentration de l'innovation à l'échelle mondiale- Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Californie devient la tête de pont de l'industrie de guerre dans le Pacifique (industries aéronautiques notamment). Pendant la guerre froide, en lien étroit avec le complexe militaro-industriel -*Vocabulaire p.166*, elle détient un imposant secteur d'industries de pointe, principalement dans la Silicon Valley. En effet, sous l'impulsion de l'université de Stanford, la Silicon Valley connaît un essor foudroyant et forme aujourd'hui un territoire productif au cœur de l'innovation mondiale -*technopole : vocabulaire p.173*, qui a vu naître et s'épanouir des firmes aussi emblématiques des nouvelles technologies que Hewlett-Packard, Intel, Apple -*doc.3 p.177. L'offre globale d'Apple*, Google, Facebook, Yahoo, LinkedIn, Twitter, PayPal, eBay, Netflix, Adobe, Symantec, Sandisk, etc.

2. Un territoire immense et métropolisé

a. L'immensité du territoire, un atout

86. Carte p.164. Les fondements territoriaux de la puissance

Les États-Unis présentent un immense territoire de 9,6 millions de km² (troisième plus grand pays du monde, 19 fois la France, s'étend sur 4 fuseaux horaires -5 en comptant l'Alaska⁷⁶), doté de vastes façades maritimes (Atlantique + Pacifique + Golfe du Mexique = 20 000 km de littoral).

b. Des métropoles en réseau

Les États-Unis sont dotés d'un réseau de métropoles -*Vocabulaire p.164*, dont certaines sont des mégapoles au rayonnement mondial⁷⁷. La plus forte densité métropolitaine du pays se trouve au Nord-

⁷⁴ Par exemple, Fanni Mae (investissement)

⁷⁵ Largement concentrés entre San Diego et Los Angeles (« [SanSan](#) »), une mégalopole en cours de constitution.

⁷⁶ New York est aussi éloigné de San Francisco que de l'Irlande.

⁷⁷ Cf. notion géographique de « [ville mondiale](#) »

Est : Mégalopolis, la mégalopole « Bos-Wash » -*Vocabulaire p.173*, abrite une concentration exceptionnelle de lieux de pouvoir et de fonctions de commandement.

Ces métropoles forment un réseau urbain, relié par un réseau de transport puissant ; dense et varié à l'est, il est plus lâche à l'ouest. Le réseau de transport étatsunien est le fondement de l'aménagement du territoire :

- Le train a permis une véritable intégration du territoire en reliant l'est et l'ouest dès 1869.
- Depuis les années 1950, routes et grands aéroports sont devenus des points nodaux majeurs permettant de développer des technopoles et des grandes agglomérations
- On parle de « pont transcontinental » pour décrire l'architecture qui permet les flux de parcourir le pays entre Pacifique et Atlantique.
- Le transport par voie fluviale (Mississippi + affluents) et les Grands Lacs emprunte un puissant axe navigable, *Main street America*.
- Câbles, tubes et antennes complètent cet exceptionnel réseau de transport.

Les connexions au système-monde sont assurées :

- Par des façades littorales dotées de puissantes portes maritimes (350 ports de commerce, 20 ports majeurs de porte-conteneurs).
- Par des hubs aéroportuaires géants (Atlanta).
- Par les principaux hubs et data centers de la planète internet.

c. Des ressources

Les États-Unis sont le premier producteur mondial d'énergie :

- 2^{ème} producteur d'hydroélectricité après le Canada,
- 2^{ème} de charbon après la Chine⁷⁸...
- Hydrocarbures : Texas et grandes plaines, prospection off-shore (golfe du Mexique, Californie), mais aussi exploitation récente du pétrole⁷⁹ et du gaz de schiste.

B. Les États-Unis et le monde

87. Carte p.165. Les États-Unis, une superpuissance mondiale

La puissance des États-Unis allie puissance dure et puissance douce (soft power + hard power = smart power). Dominante au XXe siècle voire hégémonique à la fin de la guerre froide, elle doit aujourd'hui s'inscrire dans un monde multipolaire.

1. Une puissance qui s'est bâtie entre isolationnisme et interventionnisme (1918-1991)

88. 14 points et destinée manifeste

Les États-Unis sont une puissance qui longtemps s'est retranchée derrière un discours isolationniste (isolationnisme relatif), mais qui a toujours été sûre de son exceptionnalisme.

a. La rupture de Wilson : les 14 points de janvier 1918, un interventionnisme multilatéraliste ?

89. Les États-Unis et le multilatéralisme

Dans ses « 14 points » (janvier 1918), le Président Wilson énumère les buts de guerre des États-Unis après leur entrée en guerre contre l'Allemagne et ses alliés (avril 1917). Le quatorzième point en particulier⁸⁰, portant sur la création de la SDN, est révélateur de cette rupture avec l'isolationnisme. Les États-Unis apparaissent alors en quête d'un nouvel ordre international, poussés par la conviction messianique qu'il est possible de bâtir une communauté internationale... et par le souci de leur propre sécurité.

b. L'interventionnisme et l'unilatéralisme (1941-1991)

90. Yalta

Grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis jouent un rôle majeur dans la réorganisation du monde après 1945. Il y a alors adéquation entre la puissance économique renforcée à l'issue du conflit⁸¹ et le rôle politique qu'ils acceptent de jouer : la puissance étatsunienne va

⁷⁸ Charbon : 20 % des réserves mondiales.

⁷⁹ Avec le pétrole de schiste, les États-Unis sont redevenus le premier producteur de pétrole mondial ([source](#)).

⁸⁰ « une association générale des Nations devra être formée (...) dans le but de fournir des garanties mutuelles d'indépendance politiques et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États »

⁸¹ Un territoire national resté à l'écart du conflit, des pertes humaines modestes par rapport aux autres belligérants, un appareil productif complètement remis de la crise de 1929, et 2/3 du stock d'or mondial dans les coffres de la Fed !

assurer une responsabilité internationale dont elle ne se départira plus jusqu'à aujourd'hui. La période isolationniste est achevée.

91. Doctrine Truman

Tout au long de la guerre froide, s'affirme une volonté d'hégémonie du modèle américain qui se traduit par une puissance d'attraction forte et un engagement total contre le communisme. Les deux piliers de l'empire et donc de la puissance sont l'économie et l'armée :

- Cf. OTAN (1948) et autres alliances militaires, course aux armements, participation aux conflits périphériques (Corée, Vietnam, etc.).
- Cf. le plan Marshall (1947), qui facilite la reconstruction de l'Europe occidentale⁸².

Les États-Unis sortent vainqueur de la Guerre froide, et convaincus que leur modèle démocratique et leur croyance dans les vertus de la libre entreprise vont s'imposer dans le monde⁸³.

2. Depuis 1991, une puissance qui oscille entre multilatéralisme et unilatéralisme

Doc.1 p.178. Unilatéralisme et multilatéralisme

- a. À la fin de la Guerre froide, les États-Unis se positionnent comme seule puissance globale et comme « gendarmes du monde »

La disparition de l'URSS accroît la toute-puissance américaine dans toute ses facettes :

- économique : extension du modèle capitaliste libéral. Même la Chine, qui revendique son communisme introduit le capitalisme dès 1978, et l'officialise en 1993.
- Culturel : le modèle américain et ses valeurs deviennent le modèle de référence. Il s'appuie sur le développement des médias.
- Militaire : disparition de l'URSS et du pacte de Varsovie.
- Diplomatique : les États-Unis, qui ont agi tout au long de la Guerre froide dans une optique unilatérale⁸⁴, cherchent désormais, dans le cadre de l'après-guerre froide, à développer le multilatéralisme⁸⁵.

Les États-Unis semblent désormais les seuls à pouvoir assumer le maintien de l'ordre mondial, d'où la notion d'hyperpuissance, terme péjoratif inventé par le ministre français Hubert Védrine à la fin des années 1990. Cependant les présidents George H.W. Bush (1988-1992) et Bill Clinton (1992-2000) interviennent sur les sols étrangers avec prudence et dans le cadre de coalitions approuvées par l'ONU : Cf. la première guerre du Golfe (1990-1991), qui voit une coalition menée par les États-Unis intervenir

92. Guerre du Golfe

pour libérer le territoire du Koweït annexé par l'Irak de Saddam Hussein, est une opération respectueuse du multilatéralisme.

- b. Le choc du 11 Septembre 2001

93. 11/09/2001

Le 11 septembre 2001, le pays est pour la première fois atteint sur son sol. L'opinion, nationale et internationale, se rallie à George W. Bush (2000-2008) pour conduire une « guerre contre le terrorisme » dans le monde entier. La guerre menée en Afghanistan d'octobre à décembre 2001, validée par l'ONU : nous sommes encore dans le multilatéralisme.

94-95. L'Axe du Mal + débats ONU

Mais quand, après cette campagne victorieuse⁸⁶, George W. Bush dénonce un « Axe du mal » (Libye, Syrie, Irak, Iran, Corée du Nord) et engage une guerre préventive

⁸² Le 12 mars 1947, Truman prononce au Congrès un discours dans lequel il propose l'aide des États-Unis aux pays d'Europe qui veulent défendre leurs libertés. Ils accordent une aide de 13 Md\$ à 17 pays principalement au Royaume Uni et à la France (3Md\$ chacun)

⁸³ Cf. Francis Fukuyama et « la fin de l'histoire ».

⁸⁴ Unilatéralisme : attitude d'un pays qui agit sans chercher à obtenir l'assentiment ou la coopération des autres.

⁸⁵ Multilatéralisme : attitude d'un pays qui cherche à obtenir la coopération d'un maximum d'autres pays qu'il traite comme des partenaires.

⁸⁶ Il s'agit d'une victoire militaire : la « transition démocratique » annoncée en Afghanistan sera un échec.

contre l'Irak (2003)⁸⁷, ils le font sans l'assentiment de l'ONU⁸⁸. Les États-Unis opèrent donc un retour à l'unilatéralisme, fragilisant gravement l'ONU.

Leur stratégie va s'avérer contre-productive : aux borbiers afghan et irakien⁸⁹ s'ajoute la défiance de la communauté internationale. C'est une puissance déjà fragilisée qui est frappée par une grave crise financière dès 2007 : la crise des *subprimes*.

C. Points d'appui et zones d'influence des États-Unis dans un monde multipolaire

Doc.2 p.178. La politique étrangère des États-Unis depuis 2011

1. Sous la présidence Obama

96. Discours Obama Berlin & Le Caire

Avec Barack Obama (2008-2016) -*Biographie p.178* les États-Unis renouent avec le multilatéralisme et cherchent à restaurer leur image dans le monde, tandis qu'ils procèdent au retrait progressif des troupes en Irak et en Afghanistan : de 2011 à 2014, 180 000 *boys* rentrent au pays⁹⁰. Le président Obama choisit de développer une puissance « discrète » : conseillers, surveillance et maintien puissance militaire, et *leading from behind*.

En Syrie à partir de 2011, les États-Unis décident de ne pas intervenir militairement contre Bachar al Assad mais diplomatiquement. Face à l'État islamique, les États-Unis interviennent militairement dans le cadre d'une coalition internationale, par des frappes aériennes, sans envoyer de troupes sur le terrain⁹¹. Cela revient à laisser la Russie mener le jeu et opérer un retour remarqué au Moyen-Orient.

2. Sous la présidence Trump

97. Vidéo DDC « Trump, perturbateur mondial »

Élu en 2016, le président Trump -*Biographie p.178* renoue avec un discours aux accents isolationniste et unilatéraliste⁹². Ainsi, les États-Unis se retirent en 2018 de l'Accord de Paris sur le climat (COP 21, 2015), et imposent une redéfinition de leur partenariat avec le Mexique et le Canada dans le cadre de l'ALENA⁹³ -*Vocabulaire p.165*.

98. Relations Europe-États-Unis

Par ailleurs, Donald Trump a depuis son accession au pouvoir engagé avec la Chine un rapport de force commercial qui affecte l'ensemble de l'économie mondiale - *doc.3 p.175. Des tensions commerciales*.

99. Relations Europe-États-Unis

En Europe, si les relations avec Moscou se sont particulièrement détériorées depuis la crise ukrainienne, Washington reste le principal allié de l'UE... mais cette relation s'est dégradée et complexifiée : D. Trump perçoit l'UE comme un ennemi commercial au même titre que la Chine, s'appuie sur le groupe de Visegrad⁹⁴ et n'hésite pas à prendre parti pour le « Hard Brexit » du Royaume-Uni, tout en faisant pression pour partager le « fardeau » de l'OTAN⁹⁵.

Au Moyen-Orient, les États-Unis ont remis en cause les accords de Vienne de 2015 sur le nucléaire iranien et sont parvenus à isoler la République islamiste, entraînant une aggravation des tensions régionales.

⁸⁷ L'administration étatsunienne accuse l'Irak de Saddam Hussein de vouloir se doter d'armes de destruction massive. Après la victoire américaine et la destitution du dictateur irakien, ces accusations s'avèreront infondées, voire fabriquées de toutes pièces.

⁸⁸ Plusieurs États membres du Conseil de sécurité, dont la France, ont annoncé qu'ils refuseraient leur soutien à une telle initiative.

⁸⁹ En Afghanistan comme en Irak, remporter une victoire militaire est une chose, assurer la transition démocratique promise, la reconstruction et établir une paix durable en est une autre...

⁹⁰ Néanmoins, Barack Obama décide l'élimination de Ben Laden au Pakistan le 1^{er} mai 2011 par un commando opérant sans autorisation pakistanaise (opinion locale indignée) : « justice est faite » (!)

⁹¹ Pas d'intervention directe même en août 2013 quand la « ligne rouge » fixée par Obama (interdiction d'utiliser des armes chimiques) est franchie.

⁹² Slogan : « Make America great Again »

⁹³ Accord de libre-échange Nord-américain, fondé en 1994.

⁹⁴ Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie. Cf. [Wikipédia](#).

⁹⁵ C'est une préoccupation récurrente des présidents depuis les années 1950 : il s'agit de demander aux alliés européens d'augmenter leur contribution aux dépenses militaires de l'OTAN.

Donald Trump se positionne comme l'allié des conservateurs israéliens en soutenant la colonisation et en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël. Il annonce (prématurément sans doute) la défaite de Daech en Irak et en Syrie, symbolisée le 28 octobre 2019 par la réussite d'un raid qui aboutit à la mort de son chef Abou Bakar Al Baghdadi.

Selon Joseph Nye, la présidence Trump a endommagé la puissance américaine par choix de l'unilatéralisme *-doc.4 p.179. Le débat sur le multilatéralisme*. Plus largement, c'est tout le système des relations internationales qui est ébranlé par la brutalité et l'imprévisibilité de la diplomatie étatsunienne depuis 2017.

Conclusion

Points de vue p.180-181

Révisions p.182-183